



BANQUE MONDIALE

MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

SECRETARIAT GENERAL

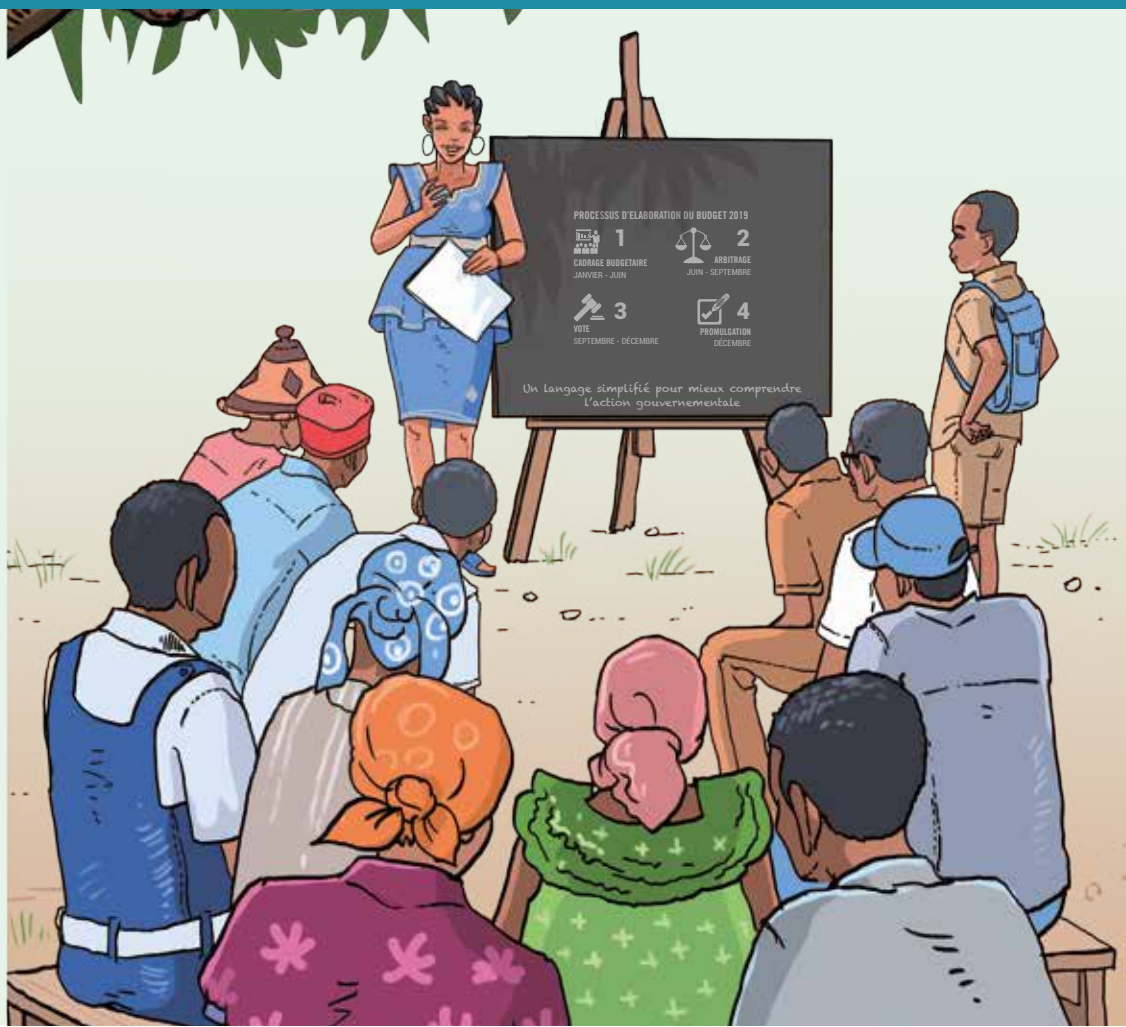
DIRECTION GENERALE DU BUDGET



BURKINA FASO
UNITE-PROGRES-JUSTICE

BUDGET CITOYEN

LOI DE FINANCES 2019



Décembre 2018

BUDGET CITOYEN

LOI DE FINANCES 2019



Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale



AVANT-PROPOS



Instrument de mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de développement économique et social, le budget de l'Etat se veut accessible

et compréhensible par l'ensemble des citoyens. Son élaboration et son exécution doivent respecter les principes de l'Etat de droit à savoir la légalité, la transparence, le contrôle démocratique et la responsabilité.

Ces principes sont consacrés au niveau national par la loi N° 008-2013/AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au Burkina Faso qui stipule en son article 2 que « ... les citoyens, à la fois contribuables et usagers des services publics, sont clairement, régulièrement et complètement informés de tout ce qui concerne la gouvernance et la gestion des fonds publics... ».

Cependant, bien qu'impliquant plusieurs acteurs dans son élaboration et son exécution, le caractère technique de la loi de finances ne la rend pas compréhensible par tous.

Ainsi, l'élaboration du budget citoyen entamée depuis l'année 2014 répond au souci du Gouvernement de mettre à la disposition du citoyen

des informations budgétaires dans un langage simplifié afin de lui permettre de s'approprier le budget et de jouer son rôle de veille citoyenne.

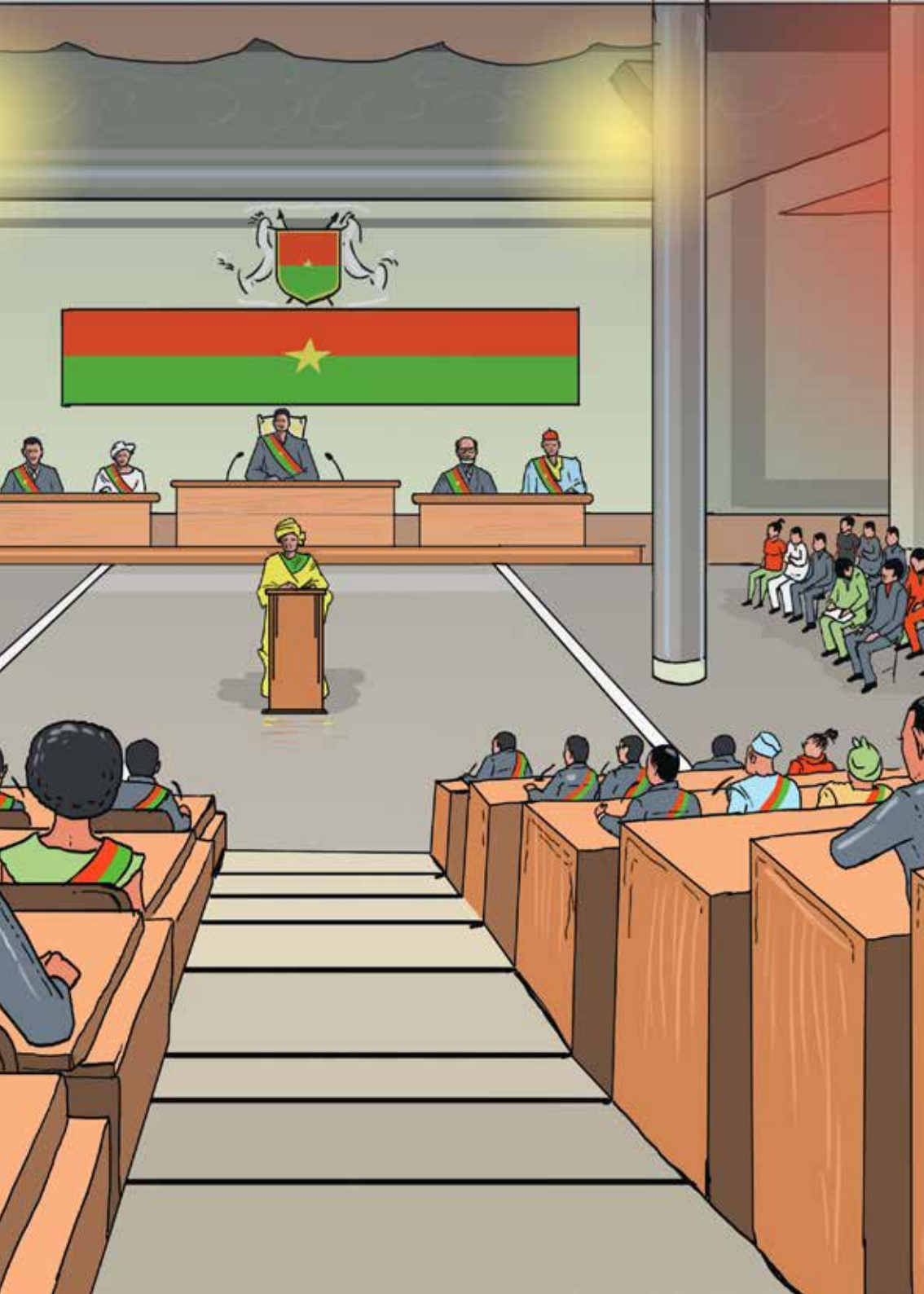
L'édition 2019 met l'accent sur les secteurs qui impactent fortement et directement la vie du citoyen notamment l'éducation, la santé, l'agriculture, l'eau potable, l'assainissement, l'emploi, la formation professionnelle et les infrastructures routières.

La multiplicité des contraintes extérieures caractérisées par une baisse des financements des Partenaires techniques et financiers (PTF) d'une part, et les ambitions affichées du Gouvernement dans la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES) d'autre part, nous interpelle à redoubler d'effort dans la mobilisation des ressources internes pour la satisfaction des besoins de la population.

Acet effet, j'invite tous les citoyens à plus de patriotisme en remplissant leur devoir fiscal pour le financement de nos priorités en matière de développement.

Pour son appropriation, ce document fera l'objet de communication et de diffusion à l'endroit des populations, des Organisations de la société civile (OSC), des Collectivités territoriales (CT) et des PTF via des canaux appropriés.





SOMMAIRE

1^{ère} PARTIE

09

ETAPES DU PROCESSUS BUDGETAIRE ET NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES

- I. Quelques notions de base
- II. Les fondements juridiques de l'élaboration du budget citoyen
- III. Les grandes étapes du processus d'élaboration du budget
- IV. Nouvelles dispositions fiscales

2^e PARTIE

17

CONTEXTE, HYPOTHESES D'ELABORATION ET PRIORITES DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

- I. Le contexte d'élaboration du Budget de l'Etat, exercice 2019
- II. Les hypothèses d'élaboration du Budget 2019
- III. Les priorités retenues pour l'année 2019

3^e PARTIE

23

PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

- I. Les recettes
- II. Les dépenses
- III. Les agrégats budgétaires

4^e PARTIE

33

INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

5^e PARTIE

77

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT POUR UNE BONNE EXECUTION DU BUDGET DE L'ANNEE 2019

- I. En matière de recettes
- II. En matière de dépenses

80

CONCLUSION

81

ANNEXES



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

01

**ETAPES DU PROCESSUS BUDGETAIRE
ET NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES**

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

01 ETAPES DU PROCESSUS BUDGETAIRE ET NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES

Cette partie présente

- i. quelques notions de base permettant une meilleure compréhension du budget par le citoyen,
- ii. les fondements juridiques qui sous-tendent l'élaboration du budget,
- iii. les grandes étapes du processus budgétaire et
- iv. les nouvelles dispositions fiscales définies dans la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2019.



I- QUELQUES NOTIONS DE BASE

Le cadrage budgétaire consiste à dégager les prévisions de ressources globales et à les allouer à la réalisation des programmes de développement définis par les référentiels nationaux de développement économique et social (programme présidentiel, PNDES). Il est effectué chaque année sur une période de trois (03) ans.

La loi de finances détermine pour une année civile, la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'Etat. Elle autorise la perception des recettes et l'exécution des dépenses de l'Etat pour ladite année.

La loi de finances initiale est la première loi de finances votée par l'Assemblée nationale au titre d'une année. Le vote intervient normalement au plus tard fin décembre de l'année précédant celle donnant son nom à la loi de finances.

La loi de finances rectificative modifie en cours d'année les dispositions de la loi de finances initiale.

La loi de règlement intervient après la clôture de l'exécution du budget et arrête le montant définitif des recettes et des dépenses ainsi que le solde budgétaire (déficit ou excédent) qui en découle.

Le budget de l'Etat est la partie chiffrée de la loi de finances c'est-à-dire l'ensemble des comptes qui décrivent pour une année financière, les ressources et les charges de l'Etat. Il est important de souligner que le budget de l'Etat n'est pas de l'argent disponible pouvant être immédiatement utilisé pour couvrir les dépenses. En effet, les recouvrements de recettes se font durant toute l'année budgétaire et les dépenses sont exécutées en tenant compte du niveau de la trésorerie.

Le déficit budgétaire correspond à une différence négative entre les recettes budgétaires et les dépenses budgétaires. Cela est dû au fait que les dépenses budgétaires de l'Etat sont supérieures à ses recettes budgétaires de l'année.

L'épargne budgétaire correspond à une différence positive due au fait que les recettes ordinaires (vente de produits, recettes fiscales, recettes non fiscales, produits financiers et recettes exceptionnelles) sont supérieures aux dépenses ordinaires (charges financières de la dette, dépenses de personnel, dépenses d'acquisition de biens et services, dépenses de transferts courants et dépenses en atténuation des recettes).

L'arbitrage budgétaire est le mécanisme à travers lequel le Gouvernement répartit les ressources budgétaires entre les différents ministères et institutions en tenant compte de la capacité financière de l'Etat.

Un don projet est une aide financière non remboursable provenant des Partenaires techniques et financiers octroyée à un Etat pour la mise en œuvre d'un projet de développement préalablement défini.

Un don programme est une aide financière non remboursable provenant des Partenaires techniques et financiers

non affectée préalablement à un projet de développement.

Un transfert courant est une aide financière de l'Etat octroyée à des structures dotées d'une autonomie de gestion (Société d'Etat, Etablissement public de l'Etat, Collectivité territoriale, partenaires sociaux, partis politiques, etc.) pour la mise en œuvre de leurs actions. Il prend également en compte la contribution de l'Etat aux organismes internationaux dont le Burkina Faso est membre.

Un transfert en capital est une subvention publique versée à une structure pour compléter le financement de ses investissements (entreprise en difficulté) ou pour l'acquisition d'actifs.

La charge financière de la dette est l'ensemble des dépenses de l'Etat consacrées au paiement des intérêts et autres commissions liées à la dette.

Une taxe est une somme prélevée obligatoirement à un contribuable en contrepartie de l'utilisation d'un service public.

Un impôt est un prélèvement obligatoire, sans contrepartie directe, effectué par la puissance publique (l'Etat et les collectivités territoriales) sur les ressources des personnes vivant sur son territoire ou y possédant des intérêts.

01 ETAPES DU PROCESSUS BUDGETAIRE ET NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES



II- LES FONDEMENTS JURIDIQUES DE L'ELABORATION DU BUDGET CITOYEN

Les textes juridiques qui sous-tendent l'élaboration du budget citoyen sont présentés dans le tableau ci-dessous.



Au plan international

- Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ;
- Code de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques du Fonds Monétaire International (FMI), 2007.



Au plan communautaire

- Directive N°01/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au sein de l'UEMOA.



Au plan national

- La Constitution du 02 juin 1991 ;
- Loi organique n° 073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances ;
- Loi n° 008-2013 /AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques.



III- LES GRANDES ETAPES DU PROCESSUS D'ELABORATION DU BUDGET

Le budget de l'Etat est élaboré conformément à un calendrier budgétaire annuel prévu à cet effet. Le processus d'élaboration du budget de l'année à venir démarre dès le mois de janvier de l'année en cours avec la définition des priorités et des choix stratégiques. Il s'étend jusqu'au mois de décembre avec la promulgation de la loi de finances en passant par les différentes étapes de l'arbitrage budgétaire aussi bien au niveau du Gouvernement que de l'Assemblée Nationale.



1

CADRAGE BUDGETAIRE

JANVIER - JUIN

Priorités et choix stratégiques budgétaires
Détermination des enveloppes globales (recettes et dépenses)
Elaboration et notification de la circulaire budgétaire
Elaboration des documents de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD)



2

ARBITRAGE

JUIN - SEPTEMBRE

Examen technique des DPPD
Adoption de l'avant-projet de loi de finances



4

PROMULGATION

DECEMBRE

Promulgation de la loi de finances par le Président du Faso



3

VOTE

SEPTEMBRE - DECEMBRE

Dépôt du projet de loi de finances à l'Assemblée Nationale
Vote de la loi de finances par le Parlement



IV- NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES

Les nouvelles dispositions fiscales sont des mesures de faveur fiscale ou d'amélioration du rendement de l'impôt à caractère ponctuel proposées chaque année dans le cadre de l'élaboration du budget de l'Etat.

Au titre de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2019, les nouvelles mesures fiscales proposées visent à répondre efficacement à l'amélioration globale du rendement du système fiscal à travers des règles liées à l'élargissement de l'assiette et à la suppression de niches fiscales jugées non fondées aussi bien du point de vue économique que social.

1. Des mesures d'élargissement de l'assiette fiscale

> 1.1 La taxe sur les plus-values de cessions de titres miniers

Les plus-values réalisées dans le cadre de la cession de titres miniers donnent lieu à la perception d'un droit spécifique au taux de 20% liquidé lors de la formalité de l'enregistrement.

Il est attendu au titre de cette taxe, des recettes estimées à deux cent millions (200 000 000) FCFA.

> 1.2 La soumission du secteur boisson au régime de droit commun

Les acteurs du secteur boisson sont désormais soumis au régime de droit commun. En effet, des études ont révélé que la Contribution du secteur boisson (CSB) n'est pas représentative de la capacité contributive des acteurs du secteur.

La réforme devrait engendrer des recettes additionnelles estimées à trois milliards six cent quatre-vingt-quinze millions deux cent vingt-huit mille (3 695 228 000) FCFA.

> 1.3 Les prélèvements à la source sur les importations et les ventes de biens

Avec l'assujettissement au régime de droit commun des acteurs du secteur boisson, désormais les opérations de vente des boissons de fabrication locale sont soumises aux prélèvements à la source. Ainsi, il est institué un tarif de prélèvement de 5% sur les ventes des boissons de fabrication locale afin d'optimiser la contribution des acteurs du secteur boisson.

Il est attendu au titre de cette mesure, des recettes estimées à dix milliards quatre cent quatre-vingt-un millions deux cent quatorze mille deux cent quatre-vingt-trois (10 481 214 283) FCFA.

> 1.4 L'institution d'une taxe sur les véhicules à moteur

Il est institué une taxe sur les véhicules à moteur, au profit des budgets des collectivités territoriales, à l'instar des autres pays membres de l'UEMOA. Les tarifs de la taxe sont fixés en fonction de la puissance administrative et de la charge utile des véhicules à moteur.

Il est attendu, au titre de cette taxe, des recettes annuelles estimées à sept milliards trois cent cinquante-cinq millions trois cent vingt-trois mille quatre cent dix-sept (7 355 323 417) FCFA.

2. Des mesures d'amélioration du rendement de l'impôt

> 2.1 Le rehaussement des tarifs de la taxe sur les armes

La taxe sur les armes est recouvrée au profit des budgets des collectivités territoriales. Il est proposé le rehaussement des tarifs de la taxe en vue d'en améliorer le rendement et de dynamiser le recouvrement.

L'impact financier de cette mesure est estimé à cinquante-quatre millions (54 000 000) FCFA.

> 2.2 Le rehaussement du taux de la taxe spécifique sur les entreprises de télécommunication

Il a été procédé au relèvement du taux de la taxe sur la fabrication et l'importation de boissons non alcoolisées de 20% à 25%, des produits de la parfumerie et des cosmétiques de 10% à 15% en vue de se conformer aux textes communautaires.

Les recettes attendues au titre de la taxe sur les boissons non alcoolisées sont estimées à deux milliards (2 000 000 000) FCFA. En ce qui concerne la taxe spécifique sur les produits de la parfumerie et des cosmétiques, les recettes attendues sont estimées à deux cent millions (200 000 000) FCFA.

> 2.3 Le rehaussement du taux de la taxe sur les boissons non alcoolisées et de la taxe spécifique sur les produits de la parfumerie et des cosmétiques

Un relèvement du taux de la taxe sur la fabrication et l'importation de boissons non alcoolisées, des produits de la parfumerie et des cosmétiques de 10% à 15% est proposé en vue de se conformer aux textes communautaires.

Les recettes attendues au titre de la taxe spécifique sur les produits de la parfumerie et des cosmétiques sont estimées à deux cent millions (200 000 000) FCFA.

> 2.4 Le rehaussement du taux de la taxe sur le café et le thé

L'importation du café et du thé est soumise à une taxe spécifique de 10% qui a été rehaussée à 12% en vue de se conformer aux textes communautaires.

> **2.5 Le rehaussement du montant du prélèvement sur les billets d'avion**

La modification consiste à un relèvement du montant du prélèvement par passager embarquant à quarante mille (40 000) FCFA pour la classe "affaires" et autres, vingt mille (20 000) FCFA pour la classe "économique".

Les recettes attendues au titre de ces prélèvements sont estimées à deux milliards (2 000 000 000) FCFA.

Par ailleurs, d'autres dispositions apportent des corrections de forme (ajustements techniques) pour éviter les controverses, contestations voire le contentieux qui sont nuisibles pour le civisme fiscal.

NB : pour le détail des mesures, se référer aux dispositions de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2019.



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

02

**CONTEXTE, HYPOTHESES D'ELABORATION ET
PRIORITES DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019**

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

I- LE CONTEXTE D'ELABORATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

Le budget de l'Etat, exercice 2019 a été élaboré dans un contexte économique et social marqué :

AU PLAN INTERNATIONAL ET RÉGIONAL

Une stagnation de la croissance économique qui se situerait à 3,7% en 2018 et en 2019 caractérisée par :

- une décélération de l'activité économique dans les pays développés (2,4% en 2018 et 2,1% en 2019) ;
- une stabilisation de la croissance dans les pays émergents et les pays en développement (4,7% en 2018 et en 2019) ;
- une hausse de la croissance dans les pays d'Afrique sub-saharienne (3,1% en 2018 et 3,8% en 2019) ;
- une baisse du cours de l'once d'or ;
- une hausse du cours du baril de pétrole ;
- une embellie du cours du coton ;
- des attaques terroristes dans le sahel.

AU PLAN NATIONAL

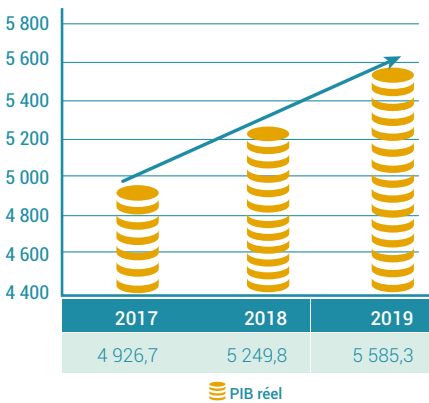
- une croissance de la production céréalière de 7,1% ;
- une croissance de la production cotonnière de 28,7% ;
- une hausse des exportations et des importations respectivement de 2,3% et 7,7% ;
- les effets des attentats terroristes récurrents.

Les perspectives en terme de mobilisation de ressources et leur affectation aux grandes natures de dépenses sont bâties autour d'un certain nombre d'hypothèses au regard du contexte.

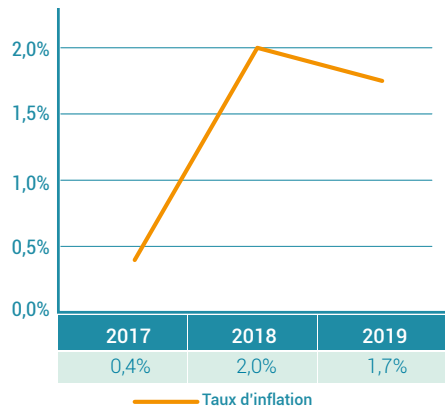
II- HYPOTHESES D'ELABORATION DU BUDGET 2019

Les principales hypothèses qui ont guidé l'élaboration du budget 2019 portent sur l'évolution du Produit intérieur brut (PIB), des cours de certaines matières premières, du taux d'inflation, du taux de change du dollar US ainsi que de la production nationale.

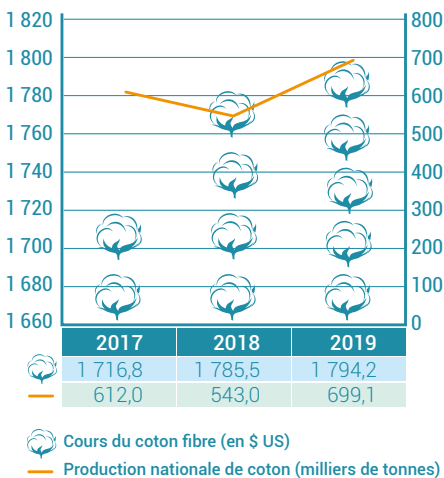
Evolution du PIB réel (en milliard de FCFA)



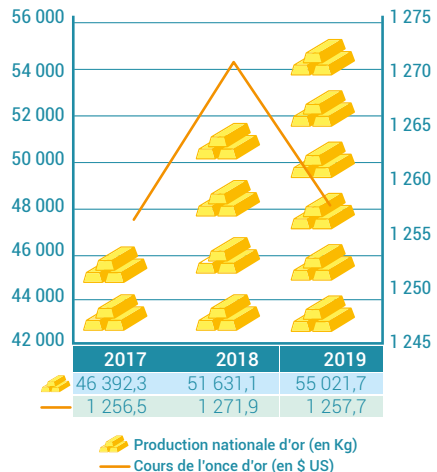
Evolution du Taux d'inflation



Evolution de la production et du cours du coton



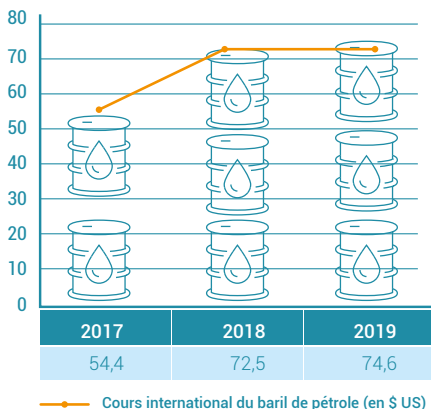
Evolution de la production et du cours de l'or



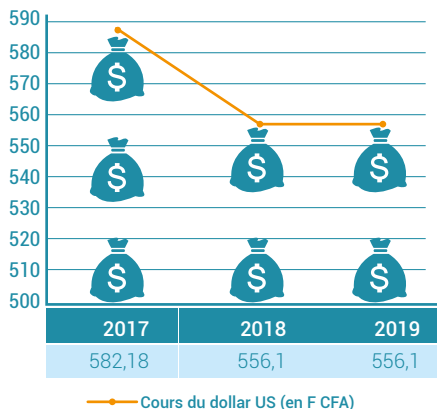
Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

02 CONTEXTE, HYPOTHESES D'ELABORATION ET PRIORITES DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

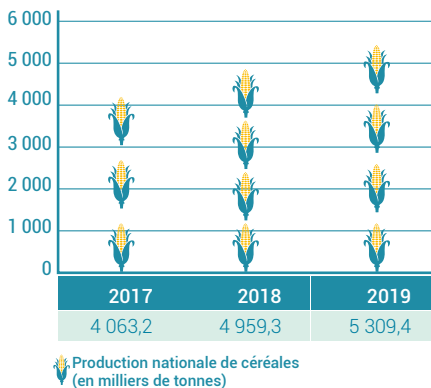
Evolution du cours du baril de pétrole (\$ US)



Cours du dollar US (en FCFA)



Evolution de la production nationale de céréales (milliers de tonnes)

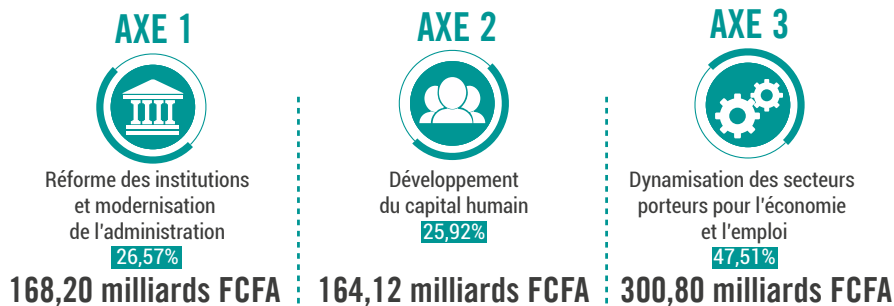


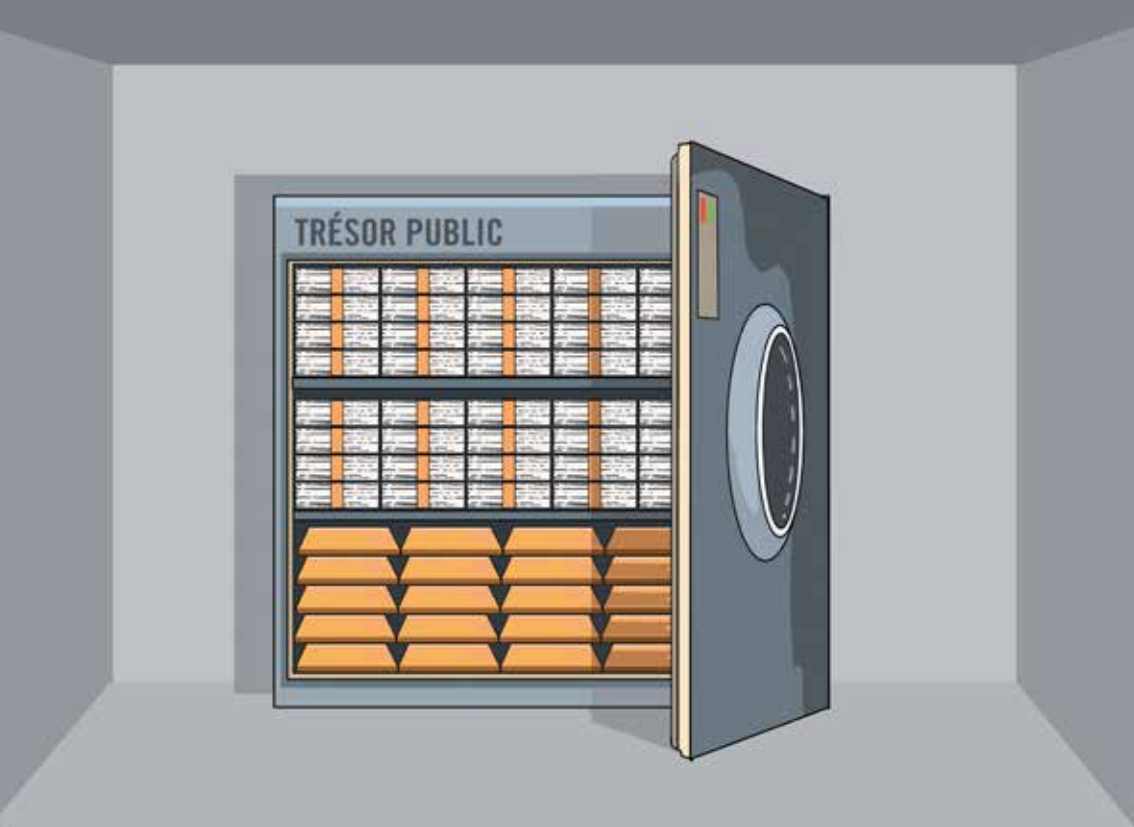
III- LES PRIORITES RETENUES POUR L'ANNEE 2019

Les priorités définies pour l'année 2019 sont conformes aux axes stratégiques du PNDES. Les dépenses en capital estimées à 633,12 milliards FCFA se répartissent comme suit par axe :



Plan National de Développement Économique et Social







BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

03

**PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT,
EXERCICE 2019**

BUDGET CITOYEN

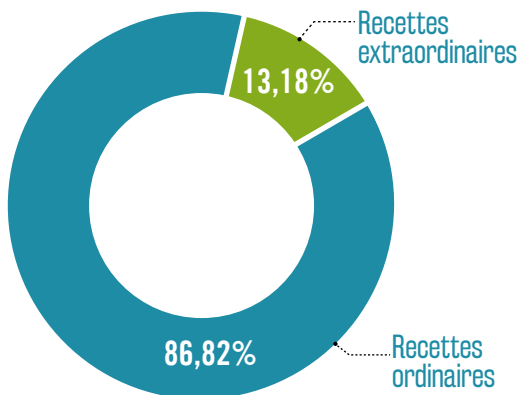
Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

I- LES RECETTES

De quoi sont constituées les recettes du budget de l'Etat, exercice 2019 ?

Les recettes de l'Etat sont constituées de **86,82% de recettes ordinaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales, recettes exceptionnelles, etc.), soit **1 697,00 milliards FCFA** et de **13,18% de recettes extraordinaires** (dons projets et dons programmes), soit **257,56 milliards FCFA**.

Répartition des prévisions de recettes budgétaires 2019 par source

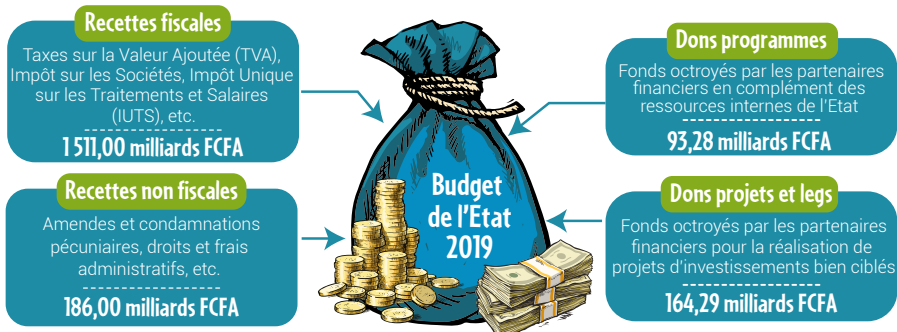


De quoi sont constituées les recettes du budget de l'Etat, exercice 2019 ?

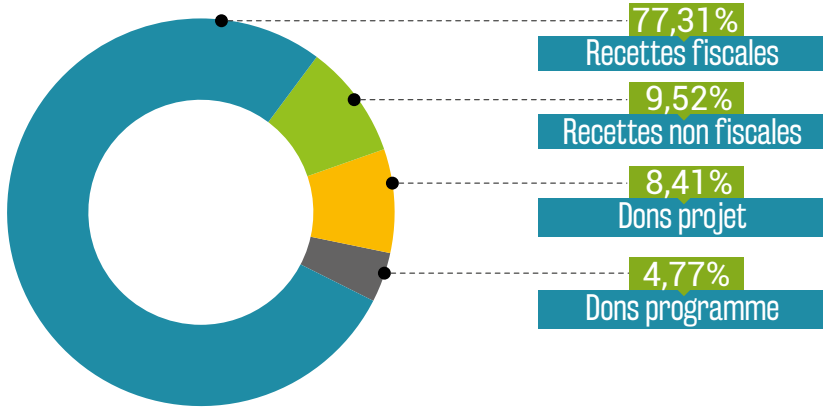
Recettes du Budget de l'Etat en 2018 (modifiées) 1 796,00 milliards FCFA

+8,83 %

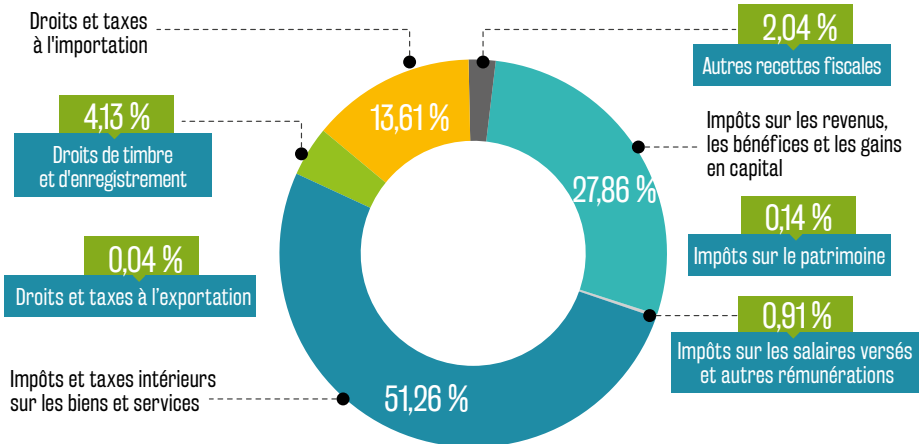
Recettes du Budget de l'Etat en 2019 1 954,57 milliards FCFA



Répartition des prévisions de recettes du budget 2019 par nature



Répartition des recettes fiscales 2019 par type d'impôts



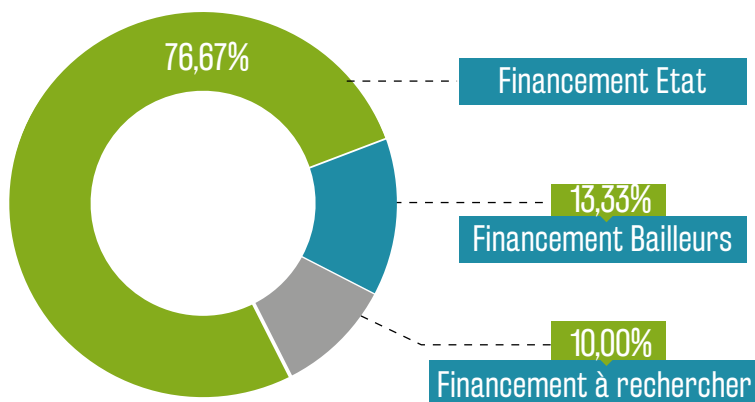
Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

II- LES DEPENSES

Comment seront financées les dépenses du budget de l'Etat, exercice 2019 ?

Les dépenses du budget de l'Etat seront financées à hauteur de **76,67%** par les recettes ordinaires (**1 697,00 milliards FCFA**) et de **13,33%** (**294,99 milliards FCFA**) par les recettes extraordinaires. Le reliquat de **10,00%** (**221,30 milliards FCFA**) représente le financement à rechercher.

Répartition du financement des dépenses du budget 2019



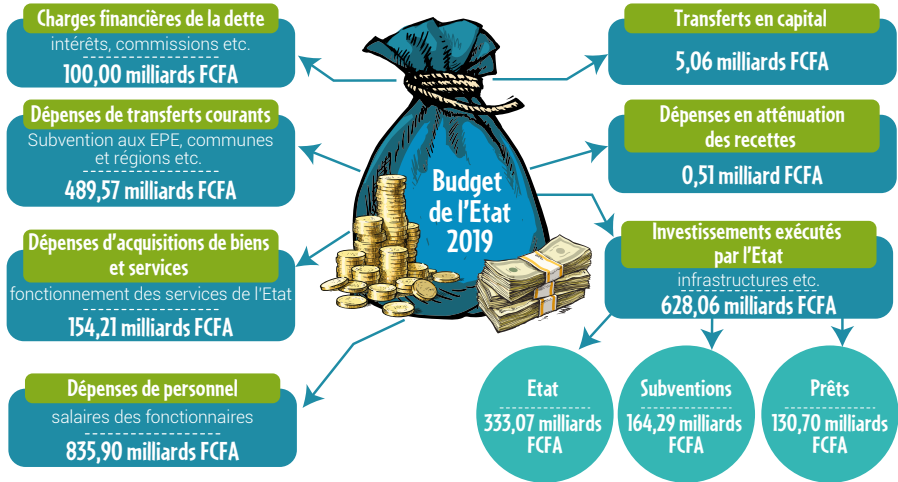
A quoi serviront les recettes du budget de l'Etat, exercice 2019 ?

Les recettes du budget de l'Etat pour l'année 2019 serviront essentiellement à réaliser des infrastructures, à payer les salaires des agents publics de l'Etat, à soutenir les Etablissements Publics de l'Etat (EPE), les communes et les régions, à prendre en charge le fonctionnement des services de l'Etat et à payer les intérêts de la dette de l'Etat.

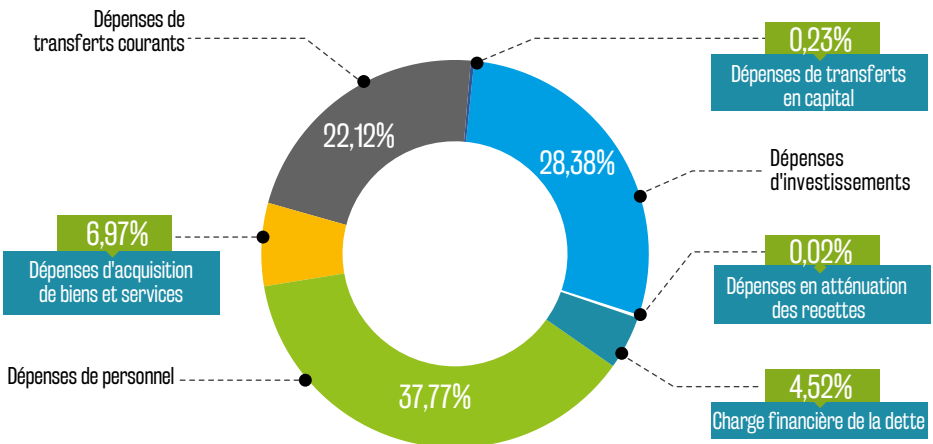
Dépenses totales de l'année 2018 (modifiées) 2 191,93 milliards FCFA

+0,97%

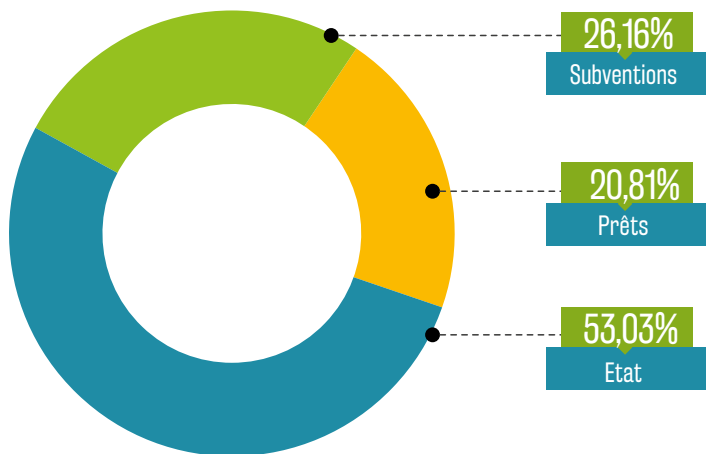
Dépenses totales de l'année 2019 2 213,31 milliards FCFA



Répartition des prévisions de dépenses 2019 par nature



Répartition des prévisions de dépenses d'investissements 2019
par mode de financement





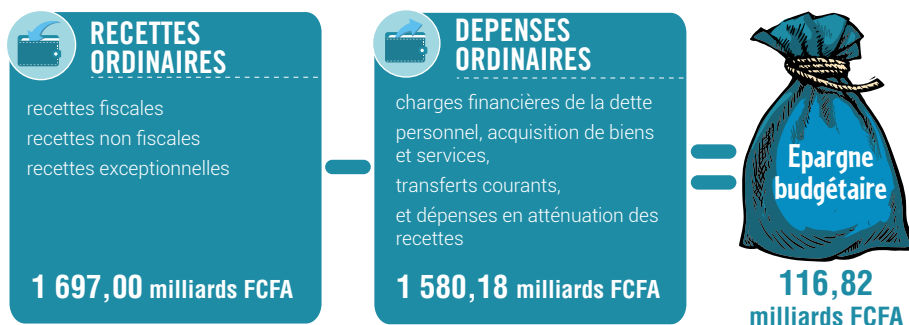
Afin de répondre efficacement au défi sécuritaire, un montant de **313,75 milliards FCFA** sera consacré en 2019 aux domaines de la défense et de la sécurité. Ce montant est en hausse de **26,89%** par rapport aux dotations définitives de l'exercice budgétaire 2018.



III- LES AGREGATS BUDGETAIRES

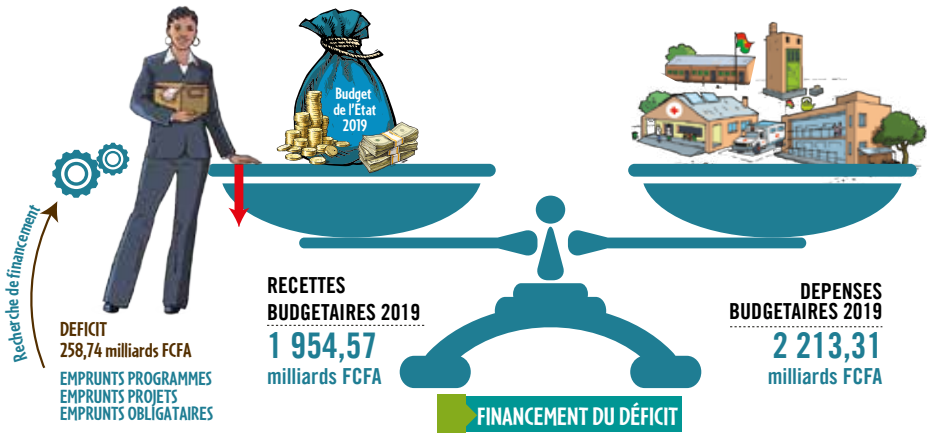
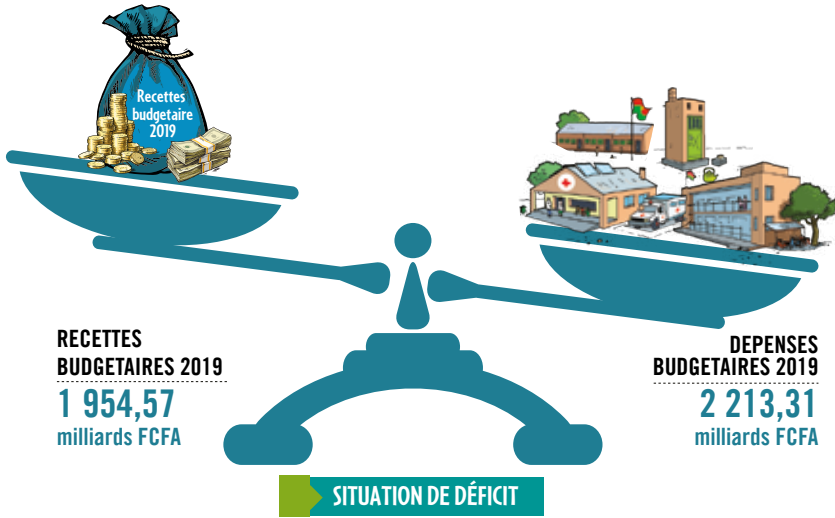
I. L'épargne budgétaire

Lorsque les recettes ordinaires dépassent les dépenses ordinaires, l'écart positif dégagé est appelé «**épargne budgétaire**». Il sert à financer une partie des investissements de l'Etat.



2- Déficit budgétaire et sources de financement

Lorsque le niveau global des dépenses budgétaires dépasse celui des recettes budgétaires, on est en situation de déficit budgétaire.



Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

04

**INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS
SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT,
EXERCICE 2019.**

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

Cette partie, en plus des inscriptions spécifiques pour l'année 2019, présente certains indicateurs clés et quelques réalisations au titre de l'année 2017 et au 30 juin de l'année 2018 dans certains secteurs prioritaires à savoir :

- i. *l'éducation nationale et l'alphabétisation ;*
- ii. *l'enseignement supérieur, la recherche scientifique et l'innovation ;*
- iii. *l'eau potable et l'assainissement ;*
- iv. *l'agriculture ;*
- v. *la santé ;*
- vi. *les infrastructures et*
- vii. *l'emploi et la formation professionnelle.*

Education nationale et alphabétisation



Indicateurs

Tableau 1 : Evolution de quelques indicateurs clés

INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
	2016	2017	2018	2019
Taux brut de scolarisation au primaire (%)	86,1	88,5	90,7	93,1
Ratio élèves/maître au primaire	48,7	48,5	48,5	53,0
Ratio élèves/classe au primaire	47,9	47,4	47,4	49,0
Nombre de salles de classe sous paillote au primaire résorbées	480	750	348	636
Taux brut de scolarisation au post-primaire (%)	46,6	49,0	52,0	59,2

Réalizations 2017 et 2018 (au 30 juin) et prévisions 2019

Tableau 2 : Bénéficiaires des fournitures scolaires par région en 2017 et 2018

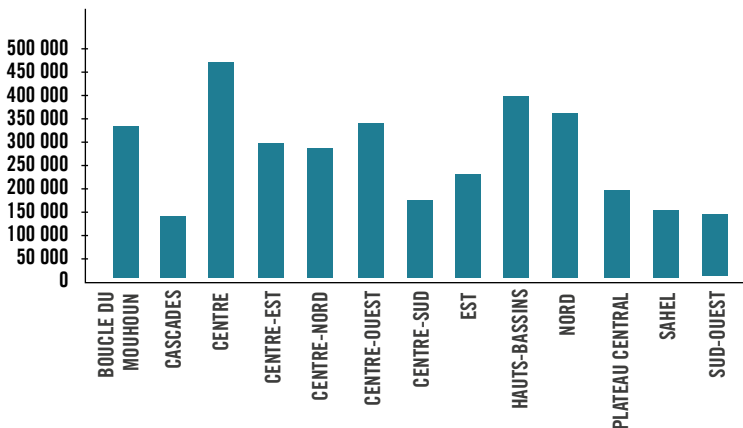
Régions	Réalizations 2017 (nombre d'élèves bénéficiaires)	2018	
		Prévisions (nombre d'élèves bénéficiaires)	Réalizations (nombre d'élèves bénéficiaires)
Boucle Du Mouhoun	272 869	286 726	286 726
Cascades	105 156	111 778	111 778
Centre	184 530	178 762	178 762
Centre-Est	235 876	240 207	240 207
Centre-Nord	225 268	232 972	232 972
Centre-Ouest	289 686	306 922	306 922
Centre-Sud	147 042	153 171	153 171
Est	184 650	203 970	203 970
Hauts-Bassins	261 873	270 957	270 957
Nord	281 456	292 318	292 318
Plateau Central	154 214	159 207	159 207
Sahel	118 422	124 420	124 420
Sud-Ouest	112 599	121 531	121 531
Total général	2 573 641	2 682 941	2 682 941

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

Tableau 3 : Bénéficiaires des fournitures par région en 2019

Régions	Prévisions 2019	
	Effectifs d'élèves prévus	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	320 242	638 562 548
Cascades	127 143	253 523 142
Centre	465 129	927 467 226
Centre-Est	280 193	558 704 842
Centre-Nord	275 676	549 697 944
Centre-Ouest	327 680	653 393 920
Centre-Sud	161 756	322 541 464
Est	224 102	446 859 388
Hauts-Bassins	388 061	773 793 634
Nord	352 447	702 779 318
Plateau Central	187 043	372 963 742
Sahel	140 220	279 598 674
Sud-Ouest	131 307	261 826 158
Total	3 380 999	6 741 712 000

Prévision de dotation de Fournitures scolaires par région en 2019



INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

04

**Tableau 4 : Réalisations physiques (nombre) de Collèges
d'Enseignement Général (CEG) par région en 2017 et 2018**

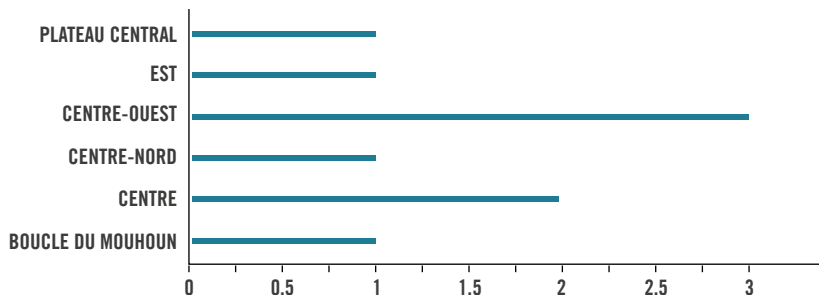
Régions	Réalisations 2017	2018	
		Prévisions	Réalisations (30 juin)
Boucle du Mouhoun	21	4	0
Cascades	11	3	0
Centre	3	1	0
Centre-Est	25	0	0
Centre-Nord	13	3	0
Centre-Ouest	23	4	0
Centre-Sud	10	3	0
Est	17	1	0
Hauts-Bassins	19	2	0
Nord	15	4	0
Plateau Central	6	2	0
Sahel	8	4	0
Sud-Ouest	36	1	0
Total	207	32	0

**Tableau 5 :
Prévisions de CEG par région en 2019**

Régions	2018	
	Prévisions	Réalisations (30 juin)
Boucle du Mouhoun	1	60 000 000
Centre	2	120 000 000
Centre-Nord	1	60 000 000
Centre-Ouest	3	180 000 000
Est	1	60 000 000
Plateau Central	1	60 000 000
Total	9	540 000 000

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

Prévision de CEG par région en 2019



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

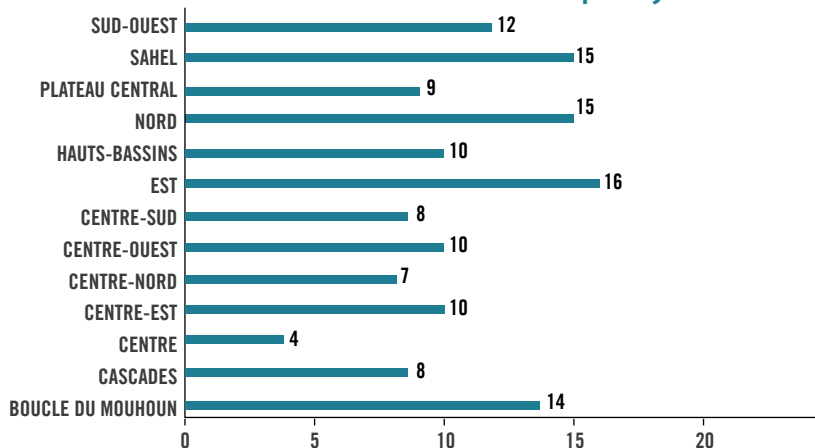
Tableau 6 : Réalisations physiques (nombre) de blocs de 3 salles de classe par région en 2017 et 2018

Régions	Réalizations 2017	2018	
		Prévisions	Réalizations (30 juin)
Boucle du Mouhoun	63	18	0
Cascades	20	4	0
Centre	8	3	0
Centre-Est	57	15	0
Centre-Nord	55	15	0
Centre-Ouest	61	18	0
Centre-Sud	23	10	0
Est	63	19	0
Hauts-Bassins	34	11	1
Nord	38	19	0
Plateau Central	26	13	0
Sahel	27	28	0
Sud-Ouest	31	12	0
Total	506	185	1

Tableau 7 : Prévisions de blocs de 3 salles de classe par région en 2019

Régions	2018	
	Prévisions	Réalizations (30 juin)
Boucle du Mouhoun	14	386 820 000
Cascades	8	221 040 000
Centre	4	110 520 000
Centre-Est	10	276 300 000
Centre-Nord	7	193 410 000
Centre-Ouest	10	276 300 000
Centre-Sud	8	221 040 000
Est	16	442 080 000
Hauts-Bassins	10	276 300 000
Nord	15	414 450 000
Plateau Central	9	248 670 000
Sahel	15	414 450 000
Sud-Ouest	12	331 560 000
Total	138	3 812 940 000

Prévision de blocs de 03 salles de classes par région en 2019



Enseignement supérieur, recherche scientifique et innovation



Tableau 8 : Evolution de quelques indicateurs clés

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2016	2017	2018	2019
1	Ratio étudiants/enseignant	90	77	76	77
2	Nombre de diplômés du supérieur	16 061	17 521	19 114	20 851
3	Proportion des étudiants bénéficiaires de bourses (%)	9,37	8,04	9,05	10,54
4	Proportion d'étudiants bénéficiaires des allocations d'aides ou de prêts (%)	65,94	64,9	76,79	80,74

Tableau 9 : Réalisation physique (nombre) des infrastructures universitaires en 2018

RÉGIONS	Infrastructures	Prévision	Réalisation au 30 juin 2018	
			Physique	Taux d'exécution
BOUCLE DU MOUHOUN	Bâtiment administratif au CUP de Dédougou,	1	Rez-de-Chaussée : le faux plafond est en staff, les enduits intérieurs ont été réalisés, les cadres menuiseries ont été fixés. R+1: le faux plafond est en staff, les enduits intérieur et extérieur en cours réalisation, les cadres menuiseries ont été fixés.	58%
	Aménagement d'une ferme agro-pédagogique au CUP de Dédougou	1	Délimitation et bornage de la ferme réalisés	100%
	Total	2		79%
	Amphithéâtre jumelé de 750 places à Ouaga 2,	1	Travaux au stade des fondations.	25%
CENTRE	Retard accusé dans l'exécution des travaux	25,00%	0	25%
	Création d'une université virtuelle (construction du siège et équipement)	1	Site remis à l'entreprise pour le démarrage des travaux.	0%
	Clôture provisoire et préparation du terrain en cours	25,00%	0	71%
	Construction d'un espace numérique ouvert à Ouagadougou	1		40%
	Coffrage longrines et remblai	27,32%	0	0%
	Achèvement d'infrastructures à l'UO2 (Restaurant, centre médical et amphis de 2500 places),	3	Travaux en cours	71%
	Construction d'un nouvel amphithéâtre en R+2 de 1 500 places à l'IDS Ouaga	1	Travaux en cours	40%
	Construction et d'équipement d'une UFR/ST et d'une cité universitaire à l'université Ouaga II	2	Travaux en cours	15%
	Total	9		33,89%

INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

04

CENTRE-OUEST	Poursuite des gros œuvres de l'amphi de 750, 500 et 300 places à l'UNZ,	3	Travaux en cours	59%
	Construction d'une bibliothèque centrale extensible en R+ 4 et équipement du RDC à l'Université de Koudougou	1	RDC à 75%, chantier arrêté	75%
	Total	4		67%
	Construction d'un bâtiment administratif au CUP de Fada N'Gourma,	1	Travaux préparatoire pour le coulage des bétons de prêt-à-porté	25%
EST	Construction d'un local technique au CUP de Fada N'Gourma	1	Travaux en cours	25%
	Construction d'un bâtiment (atelier recherche/pédagogie) au CUP de Fada N'Gourma	1	Maçonnerie en élévation en cours	30%
	Construction de toilettes extérieures au CUP de Fada N'Gourma	1	Charpente en cours à Fada	55%
	Total	4		33,75%
HAUTS-BASSINS	Construction d'un bâtiment R+ 2 à usage de salle de cours et de TD à l'UNB	1	Travaux au stade des fondations. Retard accusé dans l'exécution des travaux	25%
	Construire un mur de 2 223 mètres linéaires sur le site du secteur 22 de Bobo pour l'UNB	1	Travaux en cours	20%
	Construction et équipement de la cité universitaire phase 2 de Bobo	1	Travaux en cours	73%
	Total	3		39,33%
NORD	Construction d'un bâtiment administratif au CUP de Ouahigouya	1	Travaux préparatoire; Installation fouille en cours; Confec-tion des agglos en cours	25%
	Construction de parkings(auto- moto) au CUP de Ouahigouya	1	Fouille achevées; Longrine et remblai achevés	30%
	Construction de toilettes extérieures au CUP de Fada N'Gourma	1	Maçonnerie niveau pente, chéneaux coulés	55%
	Total	3		37%
SUD-OUEST	Construction d'un bâtiment pédagogique R+2 au CUP de Gaoua	1	Réalisation de l'amenee d'eau et d'énergie en cours de réalisation	38%
	Total	1		38%
TOTAL		26		47%

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

Tableau 10 : Prévisions d'infrastructures universitaires en 2019

RÉGIONS	Infrastructures	Commune	N	Coût (en FCFA)
BOUCLE DU MOU-HOUN	Achèvement de la construction du bâtiment administratif au CUP de Dédougou,	Dédougou	1	506 053 333
	Poursuite des travaux d'aménagement de la ferme agro-pédagogique au CUP de Dédougou		1	30 000 000
	Total		2	536 053 333
CENTRE	Achèvement des travaux de construction d'amphithéâtre jumelé de 750 places	Saaba	1	162 026 000
	Poursuite des travaux de construction et d'équipement du siège de l'Université Virtuelle	Ouaga-dougou	1	600 000 000
	Poursuite des travaux de construction et d'équipement d'espace numérique ouvert à Ouagadougou		1	400 000 000
	Poursuite des travaux de construction de de l'amphithéâtre en R+2 de 1500 places à l'IDS Ouaga,		1	624 197 000
	Aménagement des espaces des bâtiments pédagogiques, des salles de cours et des laboratoires à U01 JKZ,		1	100 000 000
	Réfection des cités universitaires à Ouaga		1	100 000 000
	Poursuite de la construction et d'équipement d'une UFR/ST et d'une cité universitaire à l'université Ouaga II	Saaba	2	6 424 944 000
	Aménager la voirie de l'UO 2		1	500 000 000
	Total		9	8 911 167 000
CENTRE-NORD	Construction d'un bâtiment pédagogique en R+2 au CUP de Kaya	Kaya	1	600 000 000
CENTRE-OUEST	Poursuite des travaux de construction d'un amphithéâtre de 750, 500 et 300 places à l'UNZ	Koudougou	3	450 000 000
	Poursuite des travaux de construction d'une bibliothèque centrale extensible en R+ 4 et équipement du RDC à l'Université de Koudougou		1	453 000 000
	Poursuite des travaux de construction et d'équipement d'un espace numérique ouvert à Koudougou		1	PM
	Total		5	903 000 000

INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

04

EST	Achèvement de la construction d'un bâtiment administratif au CUP de Fada N'Gourma	Fada N'Gourma	1	506 053 333
	Achèvement de la construction d'un bâtiment (atelier recherche/pédagogie) à l'université de Fada N'Gourma		1	49 977 000
	Achèvement de la construction de toilettes extérieures de l'université de Fada N'Gourma		1	30 000 000
	Total		3	586 030 333
HAUTS-BASSINS	Achèvement de la construction d'un bâtiment R+2 à usage de salle de cours et de TD à l'UNB	Bobo Dioulasso	1	394 630 000
	Poursuite des travaux de construction et d'équipement d'un espace numérique ouvert à Bobo Dioulasso		1	PM
	Construction d'un mur de 2 223 mètres linéaires sur le site du secteur 22 de Bobo pour l'UNB		1	480 000 000
	Achèvement de la construction et équipement de la cité universitaire phase 2 de Bobo		1	1 319 641 000
	Total		4	2 194 271 000
NORD	Achèvement du bâtiment administratif au CUP de Ouahigouya	Ouahigouya	1	506 053 333
	Achèvement de la construction de toilettes extérieures de l'université de Ouahigouya		1	30 000 000
	Total		2	536 053 333
SAHEL	Construction d'un bâtiment pédagogique en R+2 au CUP de Dori	Dori	1	600 000 000
SUD-OUEST	Poursuite des travaux de construction d'un bâtiment pédagogique R+2 au CUP de Gaoua	Gaoua	1	900 000 000
TOTAL GÉNÉRAL			28	15 766 574 999

N= Nombre

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

Tableau 11 : Attributions des bourses nationales et internationales par zone en 2018

ZONES	RUBRIQUES	EFFECTIF		COÛT (en FCFA)
		Prévision	Réalisation	
BURKINA FASO	Nouvelles attributions	2 128	2 128	1 134 138 880
	Bourses à renouveler	4 520	4 520	2 182 979 200
	SOUS-TOTAL 1	6 648	6 648	3 317 118 080
AFRIQUE	Nouvelles attributions	96	96	54 335 040
	Bourses à renouveler	405	405	208 975 950
	SOUS-TOTAL 2	501	501	263 310 990
HORS AFRIQUE	Nouvelles attributions	76	76	271 700 000
	Bourses à renouveler	325	325	1 129 375 000
	SOUS-TOTAL 3	401	401	1 401 075 000
TOTAL		7 550	7 550	4 981 504 070
AUTRES ALLOCATIONS (aide au logement, frais de transport, frais médicaux, frais de formation, etc.).				2 046 487 266
TOTAL GENERAL				7 027 991 336

Tableau 12 : Prévisions d'attributions de bourses nationales et internationales par zone en 2019

ZONES	RUBRIQUES	EFFECTIF	MONTANT (en FCFA)
BURKINA FASO	Nouvelles attributions	2 028	1 289 483 520
	Bourses à renouveler	7 245	4 244 410 800
	SOUS-TOTAL 1	9 273	5 533 894 320
AFRIQUE	Nouvelles attributions	200	146 264 000
	Bourses à renouveler	572	389 715 040
	SOUS-TOTAL 2	772	535 979 040
HORS AFRIQUE	Nouvelles attributions	72	338 400 000
	Bourses à renouveler	289	1 329 400 000
	SOUS-TOTAL 3	361	1 667 800 000
TOTAL		10 406	7 737 673 360
AUTRES ALLOCATIONS (aide au logement, frais de transport, frais médicaux, frais de formation, etc.).			2 197 219 340
TOTAL GENERAL			9 934 892 700

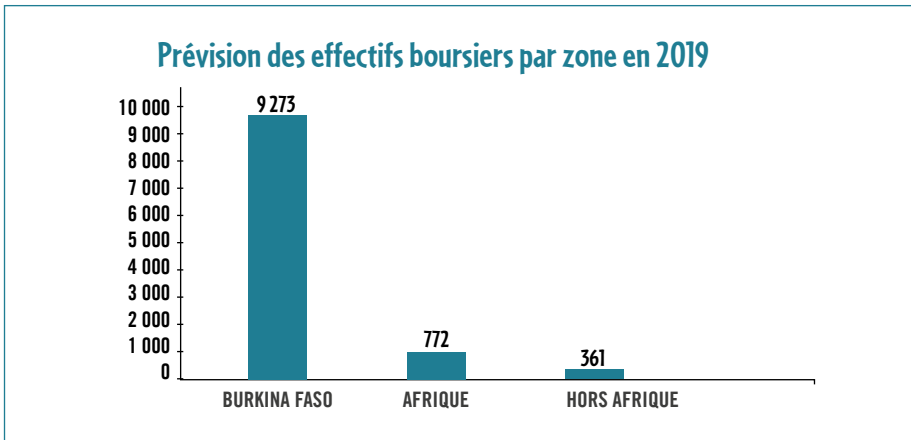


Tableau 13 : Attributions des aides et prêts aux étudiants en 2018

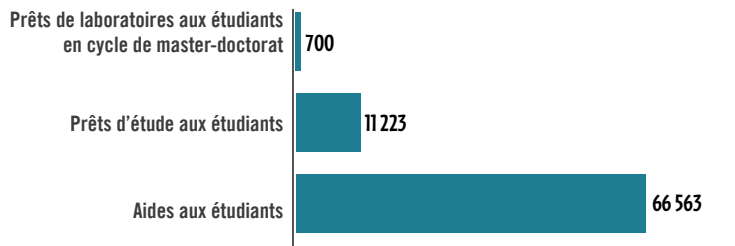
RUBRIQUES	EFFECTIF		COÛT (en FCFA)
	Prévision	Réalisation	
Aides aux étudiants	60 000	53 478	9 358 650 000
Prêts d'étude aux étudiants	11 000	6 621	1 489 725 000
Prêts de laboratoire aux étudiants en cycle de master-doctorat	600	319	159 480 000
TOTAL	71 600	60 418	11 007 855 000

Tableau 14 : Prévisions d'attributions des aides et prêts aux étudiants en 2019

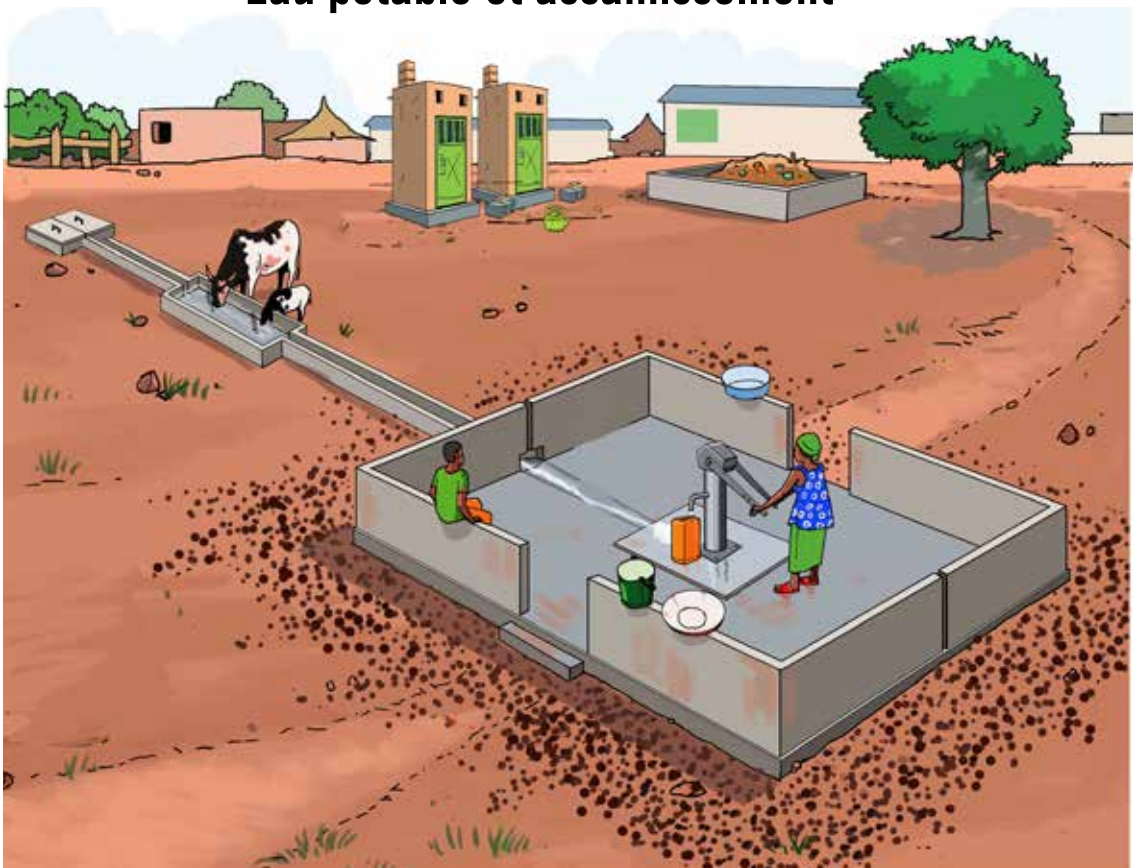
Nature de l'allocation	Effectif prévu	Coût unitaire (en FCFA)	Coût total (en FCFA)
Aides aux étudiants	66 563	175 000	11 648 525 000
Prêts d'étude aux étudiants	11 223	225 000	2 525 175 000
Prêts de laboratoire aux étudiants en cycle de master-doctorat	700	500 000	350 000 000
TOTAL	78 486	-	14 523 700 000

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

Prévision d'effectifs d'étudiants bénéficiaires des allocations par type



Eau potable et assainissement



INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

04

Indicateurs

Tableau 15 : Evolution de quelques indicateurs clés

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2016	2017	2018	2019
1	Nombre cumulé de nouveaux barrages réalisés	5	11	14	19
2	Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural (%)	65,3	66,2	69	72
3	Taux d'accès national à l'eau potable (%)	72,4	73,4	76	77,5
4	Taux d'accès national à l'assainissement (%)	19,8	21,6	24	27

Réalisation 2017 et 2018 (au 30 juin) et prévisions 2019

Tableau 16 : Réalisations physiques (nombre) des pompes à motricité humaine (PMH) par région en 2017 et 2018

Forages/PMH neufs

Régions	2017		2018		
	Réalizations 2017 (nombre)	Coût de réalisation (millions francs CFA)	Prévisions 2018 (nombre)	Réalizations 30 juin (nombre)	Coût de réalisation (millions francs CFA)
Boucle du Mouhoun	180	547,40	155	93	699,60
Cascades	135	783,90	56	41	358,10
Centre	112	315,80	104	25	90,00
Centre-Est	263,00	1 573,92	133	54	403,52
Centre-Nord	154	1 007,47	112	68	696,91
Centre-Ouest	24,00	131,98	33	83	211,80
Centre-Sud	167,00	1 048,89	124	49	300,69
Est	35,00	266,00	38	10	216,60
Hauts-Bassins	171	1 160,50	218	64	513,00
Nord	22,00	127,47	20	20	118,64
Plateau Central	13,00	61,72	22	10	144,47
Sahel	126,00	814,26	139	56	499,58
Sud-Ouest	132	1 063,90	107	73	444,50
Total	1 534	8 903,21	1 261	646	4 697,41

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

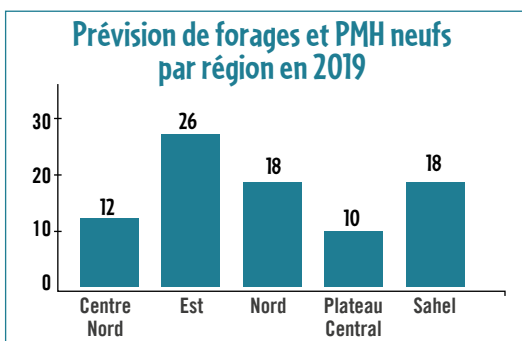
Forages réhabilités

Région	2017		2018		
	Réalisations 2017 (nombre)	Coût de réalisation (millions francs CFA)	Prévisions 2018 (nombre)	Réalisations 30 juin (nombre)	Coût de réalisation (millions francs CFA)
Boucle du Mouhoun	68	192,8	73	65	191,3
Cascades	34	111,2	33	7	21,1
Centre	40	118	94	9	22,5
Centre-Est	63	120,60	11	0	0
Centre-Nord	56	102,11	53	5	64,05
Centre-Ouest	17	32,19	32	32	61,6786
Centre-Sud	44	108,93	95	43	96,18
Est	20	39,00	20	8	39
Hauts-Bassins	108	302,30	94	54	126,9
Nord	45	79,05	40	40	62
Plateau Central	56	57,70	63	43	72,8
Sahel	212	429,36	107	38	119,344
Sud-Ouest	20	136,9	24	14	27,6
Total	783	1 830,14	739	358	904,76

Tableau 17 : Prévisions des forages et des pompes à motricité humaine (PMH) neufs par région en 2019

Forages/PMH neufs

Région	Prévisions 2019	
	Nombre	Coût total (millions)
Centre-Nord	12	84
Est	26	202
Nord	18	76
Plateau Central	10	65
Sahel	18	135
Total	84	562



INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

04

Tableau 18 : Prévisions des forages et des pompes à motricité humaine (PMH) à réhabiliter par région en 2019

Forages/PMH à réhabiliter

Région	Prévisions 2019	
	Nombre	Coût total (millions)
Centre-Nord	8	20
Centre-Ouest	53	106
Nord	8	16
Plateau Central	15	37,4
Total	84	179,4

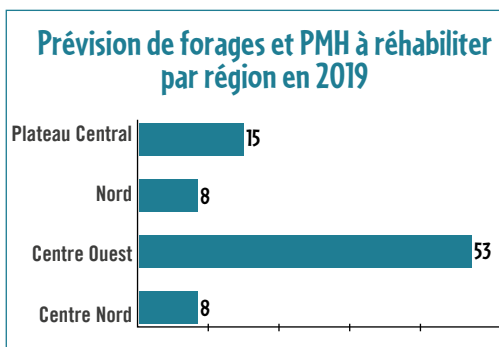


Tableau 19 : Réalisations et réhabilitations d'AEPS par région en 2017 et 2018

AEPS neuves

Région	2017		2018		
	Réalisations 2017 (nombre)	Coût de réalisation (millions francs CFA)	Prévisions 2018 (nombre)	Réalisations au 30 juin (nombre)	Coût de réalisation (millions francs CFA)
Boucle du Mouhoun	18	1 226,80	6	0	0,00
Cascades	8	583,6	2	1	99,40
Centre	7	0	0	0	0,00
Centre-Est	2	226,30	3	0	0,00
Centre-Nord	10	34,10	0	1	20,87
Centre-Ouest	2	198,83	2	0	0,00
Centre-Sud	18	655,07	2	0	0,00
Est	1	87,50	0	0	0,00
Hauts-Bassins	9	539,20	13	2	80,00
Nord	2	151,53	13	0	0,00
Plateau Central	3	340,85	1	0	0,00
Sahel	5	378,82	0	7	504,81
Sud-Ouest	12	380,8	1	0	0,00
Total	97	4 803,40	43	11	705,08

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

AEPS/ réhabilitées

Région	2017		2018		
	Réalisations 2017	Coût de réalisation (millions francs CFA)	Prévisions 2018 (nombre)	Réalisations (30 juin)	Coût de réalisation (millions francs CFA)
Boucle du Mouhoun	4	165	1	2	93,9
Cascades	2	57,4	3	0	0
Centre-Nord	1	74,45	0	2	10,9
Centre-Ouest	1	47,33	2	2	55,16
Centre-Sud	1	23,43	0	0	0
Est	3	85,5	1	0	0
Nord	2	49,60	3	1	0
Plateau Central	1	9,83	5	0	92,99
Sahel	4	1,6	0	0	0
Total	19	514,14	15	7	252,95

Au titre des prévisions pour l'année 2019, il est prévu la construction d'une **(01) AEPS neuve** dans la région du Centre Nord pour un coût de **95 millions de FCFA**.



En outre, il est prévu la réhabilitation de trois **(03) AEPS** dont deux **(02)** dans la région du Centre-Ouest d'un coût total de **66 millions de FCFA** et une **(01)** dans la région de l'Est d'un coût de **30 millions de FCFA**.

INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

04

Tableau 20 : Réalisations physiques (nombre) des latrines en matière d'assainissement par région en 2017 et 2018

Région	2017		2018		
	Réalisations 2017	Cout de réalisation (millions francs CFA)	Prévisions 2018 (nombre)	Réalisations (30 juin)	Cout de réalisation (millions francs CFA)
Boucle du Mouhoun	3 940	1 097,40	3 046	1 557	172,41
Cascades	748	621,60	1 177	830	93,66
Centre	581	199,60	2 057	298	71,74
Centre-Est	4 386	453,75	2 072	130	42,95
Centre-Nord	1 728	312,63	1 080	406	213,06
Centre-Ouest	1 511	289,72	1 229	21	220,47
Centre-Sud	2 937	536,89	3 955	723	78,06
Est	590	386,40	1 214	727	170,72
Hauts-Bassins	2 947	979,50	6 281	4 644	495,23
Nord	920	169,64	606	489	56,37
Plateau Central	2 264	331,32	621	300	35,77
Sahel	2 386	698,83	2 605	300	417,03
Sud-Ouest	702	456,80	1 763	924	153,96
Total	25 640	6 534,07	27 706	11 349	2 221,43

Dont

Familiales	24 721	3 963,90	27 354	11 170	1 574,24
Centres de santé	211	579,52	70	25	135,88
Etablissements scolaires	535	1 697,50	210	124	429,60
Lieux publics	173	293,15	72	30	81,72
Total	25 640	6 534,07	27 706	11 349	2 221,43

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

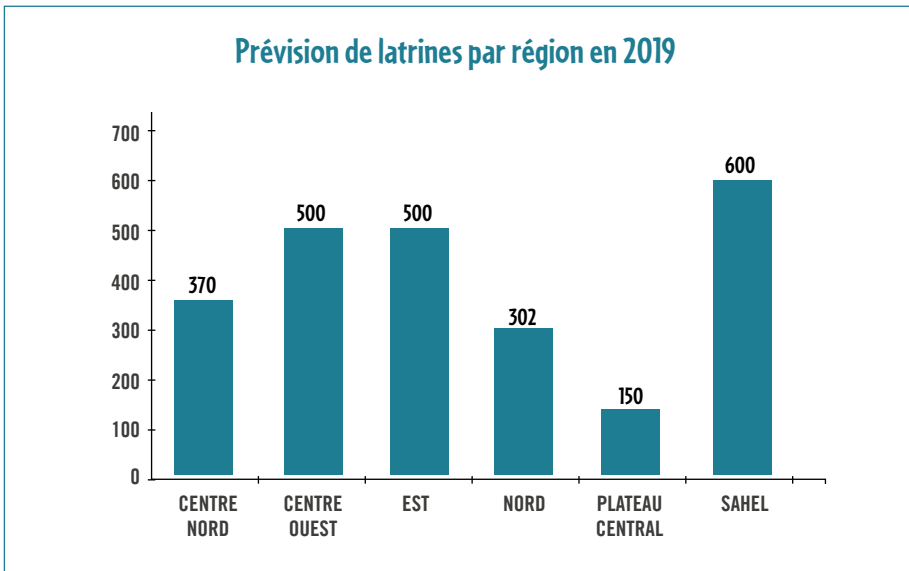
04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

Tableau 21 : Prévisions des latrines par région en 2019

Région	Prévisions 2019	
	Nombre	Coût total (en millions FCFA)
Centre-Nord	370	50
Centre-Ouest	500	52,8
Est	500	88
Nord	302	37,5
Plateau Central	150	18
Sahel	600	78
Total	2 422	324,30

Dont

Familiales	2 270	301,30
Lieux publics	152	23,00
Total	2 422	324,30



INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

04

Tableau 22 : Réalisations et réhabilitations physiques (nombre) de barrages par région en 2017 et 2018

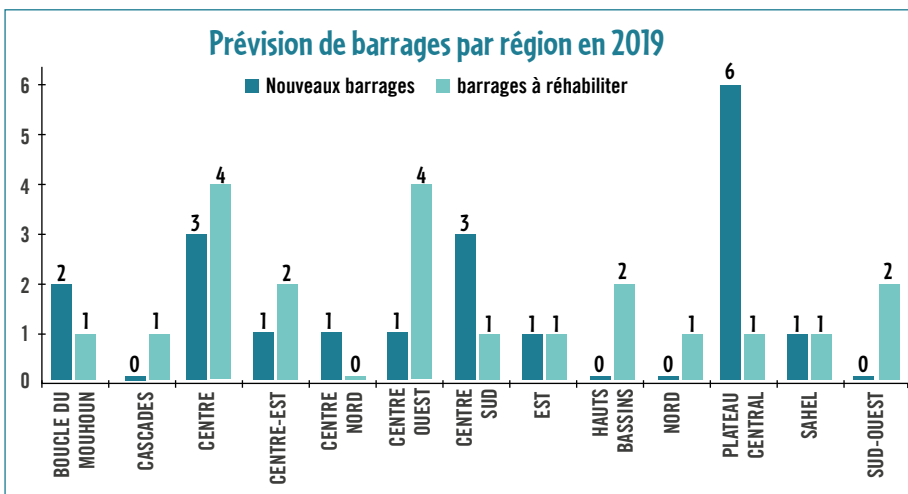
Régions	Barrages neufs				Barrages réhabilités			
	Réali- sations 2017	2018			Réali- sations 2017	2018		
		Prévi- sions	Réalisations (30 juin)			Prévi- sions	Réalisations (30 juin)	
			Phy- sique	Taux (%)			Physique	Taux (%)
Boucle du Mouhoun	0	2	0	-	1	0	0	
Cascades	0	0	0	-	1	1	1	100
Centre	0	3	0	0	1	4	1	25
Centre-Est	0	1	0	0	0	2	0	0
Centre-Nord	0	0	0	-	0	1	1	100
Centre-Ouest	0	0	1	-	0	7	0	0
Centre-Sud	0	3	0	0	0	0	1	
Est	0	1	0	0	0	1	1	100
Hauts- Bassins	2	0	0	-	0	1	0	0
Nord	1	0	0	-	0	1	1	1
Plateau Central	1	6	1	16,67	0	4	3	75
Sahel	0	1	0	-	2	1	0	0
Sud-Ouest	0	0	0	-	0	1	1	100
Total	4	17	2	16,67	5	24	10	50,10

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

Tableau 23 : Prévisions de barrages par région en 2019

Régions	Prévisions 2019			
	Nouveaux barrages		Barrages à réhabiliter	
	Nombre	Coût total (en milliers FCFA)	Nombre	Coût total (en milliers FCFA)
Boucle du Mouhoun	2	856 097	1	600 000
Cascades	0	0	1	600 000
Centre	3	1 301 893	4	2 378 006
Centre-Est	1	800 000	2	857 490
Centre-Nord	1	800 000	0	0
Centre-Ouest	1	800 000	4	1 893 508
Centre-Sud	3	2 428 281	1	600 000
Est	1	800 000	1	600 000
Hauts-Bassins	0	0	2	705 610
Nord	0	0	1	600 000
Plateau Central	6	8 517 064	1	600 000
Sahel	1	3 572 000	1	600 000
Sud-Ouest	0	0	2	878 669
Total	19	19 875 334	21	10 913 283



Agriculture



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

Indicateurs

Tableau 24 : Evolution de quelques indicateurs

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2016	2017	2018	2019
1	Taux de couverture des besoins alimentaires des zones structurellement déficitaires (en%)	62,00	63,68	84,00	86,00
2	Proportion des populations vulnérables ayant bénéficié d'opérations HIMO au cours de l'année (en%)	100	94	100	100
3	Nombre de matériel d'irrigation mis à la disposition des producteurs	4 090 (4 044 tubes PVC, 38 motopompes et 8 tricycles équipés pour l'irrigation de complément)	3 244 (2 582 PVC, 112 motopompes, 550 kit d'irrigation)	4 9738 (48221 PVC, 1 360 motopompes, 157 kits d'irrigation)	0
4	Taux de couverture des crédits agricoles (en%)	2,50	3,00	4,00	5,00

INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

04

Réalisation 2017 et 2018 (au 30 juin) et prévisions 2019

Tableau 25 : Répartition des semences par région
en 2017 et 2018

Régions	Réalisa- tions 2017 (en T)	2018	
		Prévisions modifiées (en T)	Réalisations (30 juin) (en T)
Boucle du Mouhoun	974,64	1 128,78	1 084,38
Cascades	472,88	505,64	452,77
Centre	109,69	113,04	79,31
Centre-Est	829,00	860,91	841,89
Centre-Nord	320,00	179,19	129,92
Centre-Ouest	140,00	471,33	348,92
Centre-Sud	408,01	437,00	365,02
Est	706,17	718,43	594,59
Hauts- Bassins	1 725,05	1 619,13	1 619,13
Nord	220,31	218,55	190,10
Plateau Central	222,96	194,86	183,75
Sahel	170,00	121,63	121,19
Sud-Ouest	412,51	434,37	434,11
Total	6 711,22	7 002,65	6 445,06

(T : tonnes)

Tableau 26 : Prévisions des semences
par région en 2019

Régions	Prévisions 2019	
	Quantité (T)	Coût total (FCFA)
Boucle du Mouhoun	56	30 491 627
Cascades	24	11 989 393
Centre	6	3 030 840
Centre-Est	43	22 143 207
Centre-Nord	9	5 619 666
Centre- Ouest	24	13 883 929
Centre-Sud	21	11 353 038
Est	35	20 050 120
Hauts- Bassins	76	37 486 453
Nord	11	7 058 821
Plateau Central	10	5 854 048
Sahel	7	5 264 819
Sud-Ouest	20	9 932 061
Total	342	184 158 022

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

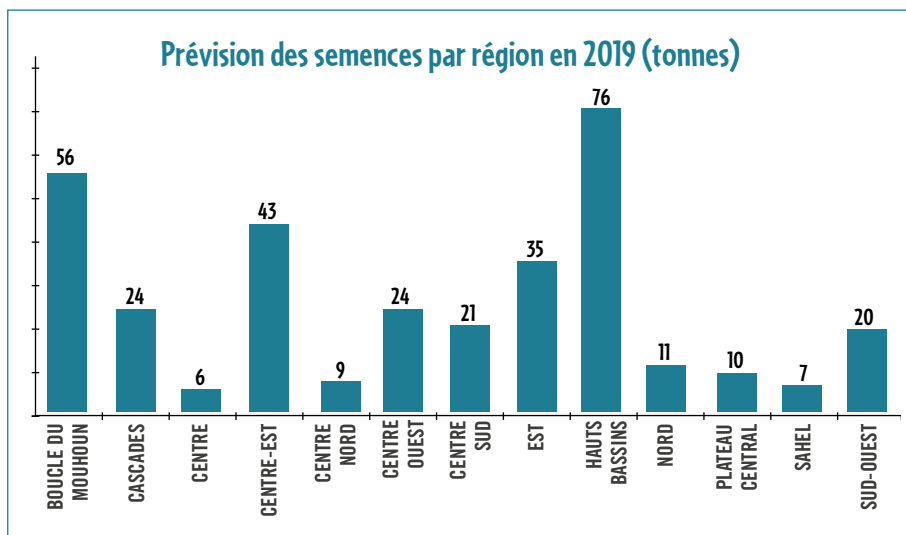


Tableau 27 : Répartition des engrais par région en 2017 et 2018

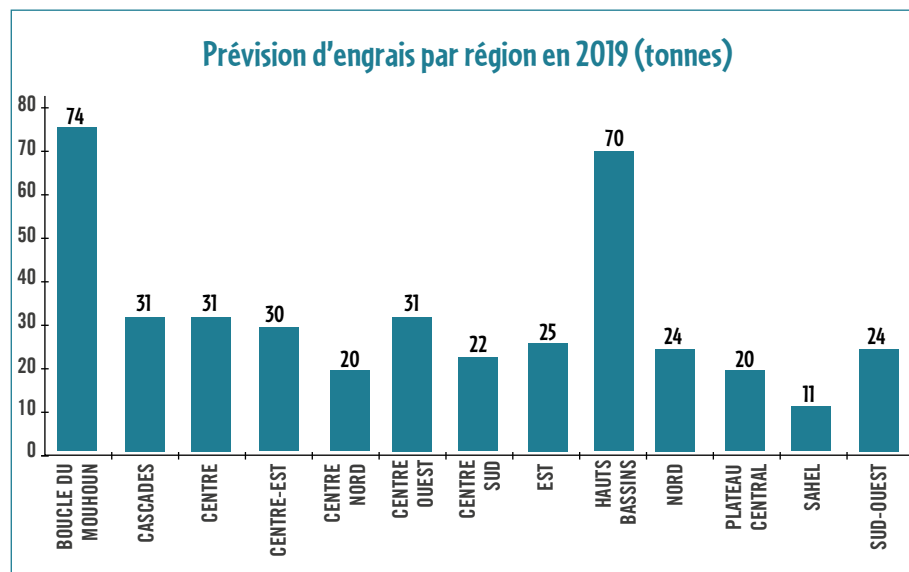
Régions	Réalizations 2017 (en tonnes)	2018	
		Prévisions modifiées (en tonnes)	Réalizations (30 juin) (en tonnes)
Boucle du Mouhoun	1 101,00	2 719,00	2 099,00
Cascades	600,00	1 161,00	816,00
Centre	115,00	621,00	868,00
Centre-Est	595,00	1 114,00	1 166,00
Centre-Nord	137,00	727,00	598,00
Centre-Ouest	566,00	1 126,00	1 754,00
Centre-Sud	268,65	623,00	677,00
Est	369,00	921,00	756,00
Hauts-Bassins	1 098,00	2 585,00	2 060,00
Nord	289,00	872,00	725,00
Plateau Central	138,00	748,00	928,00
Sahel	68,00	388,00	391,00
Sud-Ouest	546,00	876,00	613,00
Total	5 890,65	14 481,00	13 451,00

INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

04

Tableau 28 : Prévion des engrais par région en 2019

Régions	Prévions 2019	
	Quantité (T)	Coût total (FCFA)
Boucle du Mouhoun	74	26 771 642
Cascades	31	11 418 405
Centre	31	11 532 130
Centre-Est	30	10 958 679
Centre-Nord	20	7 163 116
Centre-Ouest	31	11 077 170
Centre-Sud	22	8 104 445
Est	25	9 077 489
Hauts-Bassins	70	25 468 668
Nord	24	8 596 253
Plateau Central	20	7 376 755
Sahel	11	3 816 707
Sud-Ouest	24	8 638 541
Total	413	150 000 000



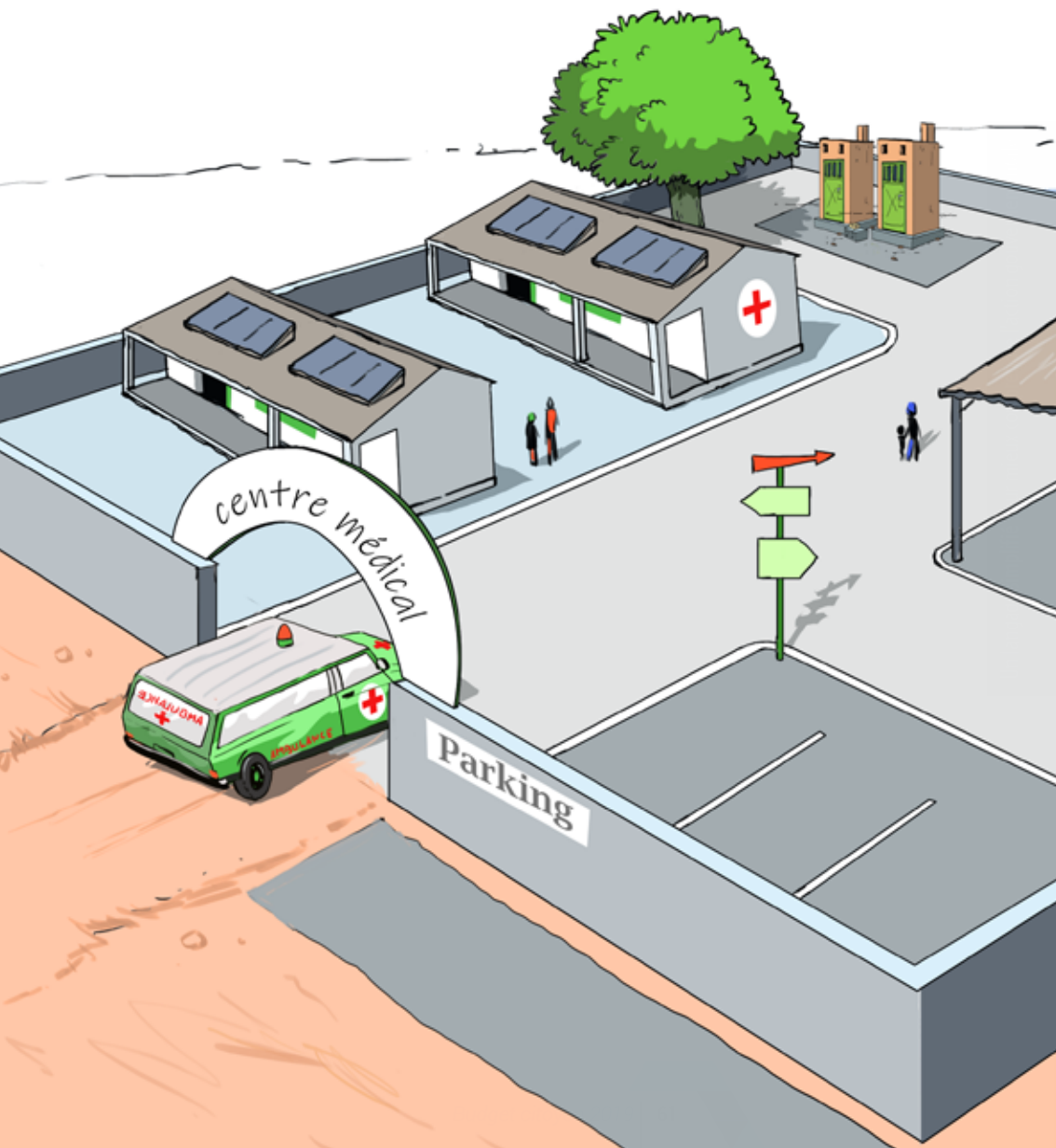
Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

Tableau 29 : Répartition des équipements agricoles et des animaux de trait par région en 2017 et 2018

Régions	Equipements agricoles			Animaux de trait		
	Réalisa- tions 2017 (nombre de bénéfi- ciaires)	2018		Réalisa- tions 2017 (nombre de bénéfi- ciaires)	2018	
		Prévisions modifiées (nombre de bénéficiaires)	Réalisations (30 juin) (nombre de bénéficiaires)		Prévisions modifiées (nombre de bénéficiaires)	Réalisations (30 juin) (nombre de bénéficiaires)
Boucle du Mouhoun	2 331	3 742	0	860	1 715	0
Cascades	705	1 128	0	200	500	0
Centre	475	587	0	150	390	0
Centre- Est	841	1 270	0	240	565	0
Centre- Nord	824	1 154	0	240	770	0
Centre- Ouest	1 740	2 426	0	600	1 130	0
Centre- Sud	816	1 178	0	240	530	0
Est	1 410	1 966	0	480	1 045	0
Hauts- Bassins	1 995	2 715	0	740	1 520	0
Nord	796	1 105	0	210	545	0
Plateau Central	835	1 212	0	240	555	0
Sahel	706	762	0	240	500	0
Sud- Ouest	1 070	1 638	0	380	800	0
Total	14 544	20 883	0	4 820	10 365	0

Santé



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

Indicateurs

Tableau 30 : Evolution de quelques indicateurs clés

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2016	2017	2018	2019
1	Pourcentage de la population vivant à moins de 5 km d'une formation sanitaire (FS) (%)	57,8	57,9	60	62,0
2	Ratio population/médecin	15 836	14 404	14 000	13 500
3	Pourcentage des formations sanitaires répondant aux normes minimales en personnel (%)	93,2	91,0	97,0	98,0
4	Rayon moyen d'action théorique (en Km)	6,7	6,5	6,1	5,9

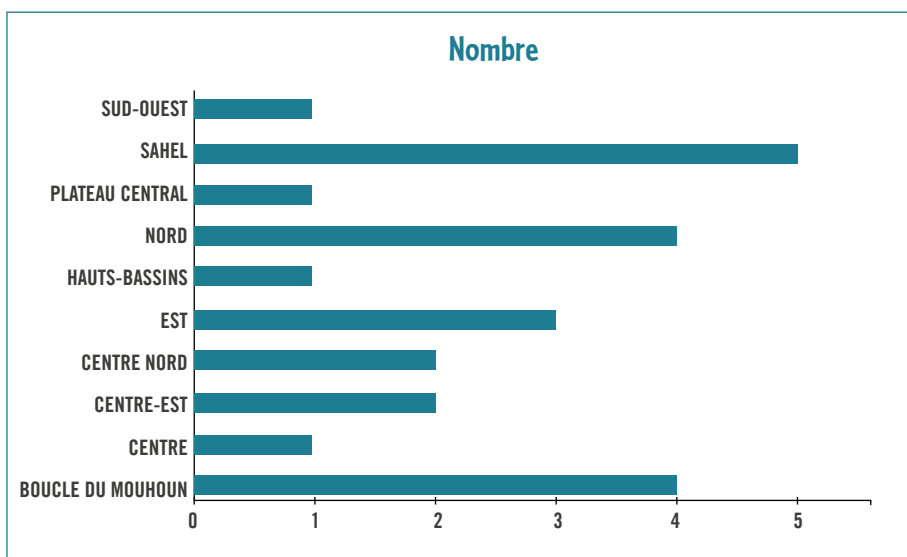
Réalisation 2017 et 2018 (au 30 juin) et prévisions 2019

Tableau 31 : Réalisations physiques (nombre) des dispensaires par région en 2017 et 2018

Régions	Réalizations 2017	2018	
		Prévisions	Réalizations (30 juin)
Boucle du Mouhoun		03	En cours de construction
Centre-Nord	03		
Centre-Ouest		03	En cours de construction
Centre-Sud		02	En cours de construction
Est	01		
Sahel	04		
Total	08	08	

Tableau 32 : Prévisions des dispensaires par région en 2019

Régions	2018	
	Prévisions	Réalisations (30 juin)
Boucle du Mouhoun	4	126 905 816
Centre	1	31 726 454
Centre-Est	2	63 452 908
Centre-Nord	2	63 452 908
Est	3	95 179 362
Hauts-Bassins	1	31 726 454
Nord	4	126 905 816
Plateau Central	1	31 726 454
Sahel	5	158 632 270
Sud-Ouest	1	31 726 454
Total	24	761 434 896



Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

Tableau 33 : Réalisations physiques (nombre) des Dépôts de Médicaments Essentiels Génériques (DMEG) par région en 2017 et 2018

Régions	Réalisations 2017	2018	
		Prévisions	Réalisations (30 juin)
Boucle du Mouhoun		3	En cours de construction
Centre-Est		2	En cours de construction
Centre-Nord	5	3	En cours de construction
Centre-Ouest		4	En cours de construction
Centre-Sud		3	En cours de construction
Est	13	4	En cours de construction
Hauts-Bassins		3	En cours de construction
Nord		4	En cours de construction
Plateau Central		1	Non construit
Sahel	9	20	En cours de construction
Total	27	47	

Tableau 34 : Prévisions des dépôts MEG par région en 2019

Régions	Prévisions 2019	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	3	23 081 250
Centre-Nord	2	15 387 500
Centre-Ouest	5	38 468 750
Centre-Sud	1	7 693 750
Est	3	23 081 250
Nord	2	15 387 500
Plateau Central	2	15 387 500
Sud-Ouest	4	30 775 000
Total	22	169 262 500

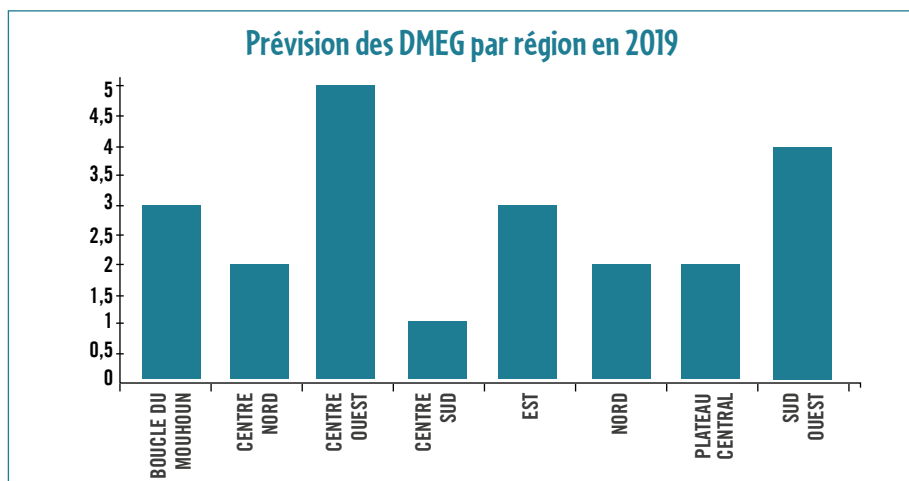


Tableau 35 : Réalisations physiques (nombre) de maternités par région en 2017 et 2018

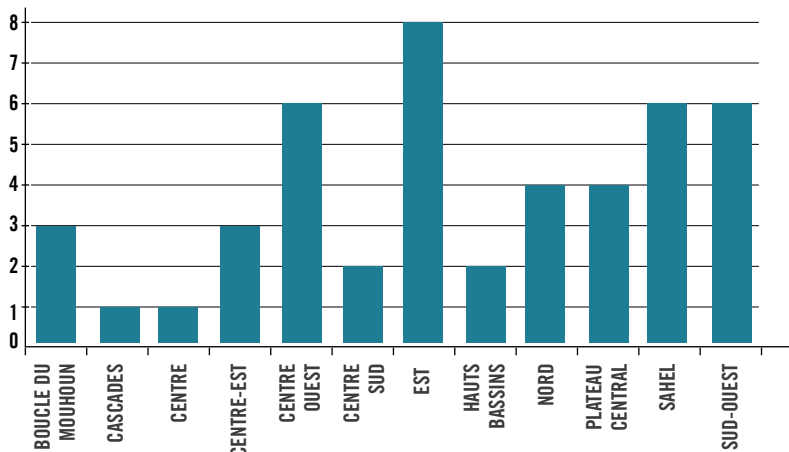
Régions	Réalizations 2017	2018	
		Prévisions	Réalisations (30 juin)
Boucle du Mouhoun		7	06 constructions débutées après le 30 juin 01 construction non débutée même après le 30 juin
Cascades		1	En cours de construction
Centre		2	En cours de construction
Centre-Est		6	En cours de construction
Centre-Nord	8	1	En cours de construction
Centre-Ouest		2	En cours de construction
Centre-Sud		4	En cours de construction
Est	8	1	En cours de construction
Hauts-Bassins		3	En cours de construction
Nord		2	En cours de construction
Plateau Central		3	En cours de construction
Sahel	11	4	En cours de construction
Sud-Ouest		1	En cours de construction
Total	27	37	

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

Tableau 36: Prévisions de maternités par région en 2019

Régions	Prévisions 2019	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	03	100 221 024
Cascades	01	33 407 008
Centre	01	33 407 008
Centre-Est	03	100 221 024
Centre-Ouest	06	200 442 048
Centre-Sud	02	66 814 016
Est	08	267 256 064
Hauts-Bassins	02	66 814 016
Nord	04	133 628 032
Plateau Central	04	133 628 032
Sahel	06	200 442 048
Sud-Ouest	06	200 442 048
Total	46	1 536 722 368

Prévision de maternités par région en 2019



Infrastructures



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

Indicateurs

Tableau 37 : Evolution de quelques indicateurs clés

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2016	2017	2018	2019
1	Proportion de routes bitumées	24	24,50	24,90	26,10
2	Proportion de pistes rurales aménagées	30,34	33,42	36,50	38,67
3	Proportion de pistes rurales entretenues	ND	15	24	35
4	Proportion de routes en bon état	ND	37	60	69

Réalisation 2017 et 2018 (au 30 juin) et prévisions 2019

Tableau 38 : Réalisations physiques (longueur) de pistes rurales par région en 2017 et 2018

Régions	Réalizations 2017 (km)	2018	
		Prévisions (km)	Réalizations (30 juin) (km)
Boucle du Mouhoun	70,00	199,94	36,00
Cascades	64,18	43,03	0,00
Centre	40,11	42,39	10,40
Centre-Est	32,17	115,14	60,90
Centre-Nord	48,20	152,68	18,80
Centre-Ouest	49,90	269,49	103,60
Centre-Sud	145,02	47,00	0,00
Est	185,93	117,62	50,00
Hauts-Bassins	132,00	84,04	22,10
Nord	172,90	168,60	46,00
Plateau Central	336,19	200,63	75,30
Sahel	27,82	178,25	60,30
Sud-Ouest	70,00	0,00	0,00
Total	1 374,41	1 618,81	483,40

Tableau 39 : Prévisions de pistes rurales par région en 2019

Régions	Prévisions 2019	
	Longueur (km)	Coût total (FCFA)
Boucle du Mouhoun	90,1	2 703 000 000
Cascades	82,6	2 478 000 000
Centre	58,1	1 743 000 000
Centre-Est	80,0	2 400 000 000
Centre-Ouest	65,6	1 968 000 000
Centre-Sud	59,5	1 785 000 000
Est	81,7	2 451 000 000
Hauts-Bassins	90,1	2 703 000 000
Nord	91,5	2 745 000 000
Plateau Central	106,0	3 180 000 000
Sahel	159,0	4 770 000 000
Sud-Ouest	75,6	2 268 000 000
Total	1 039,8	31 194 000 000

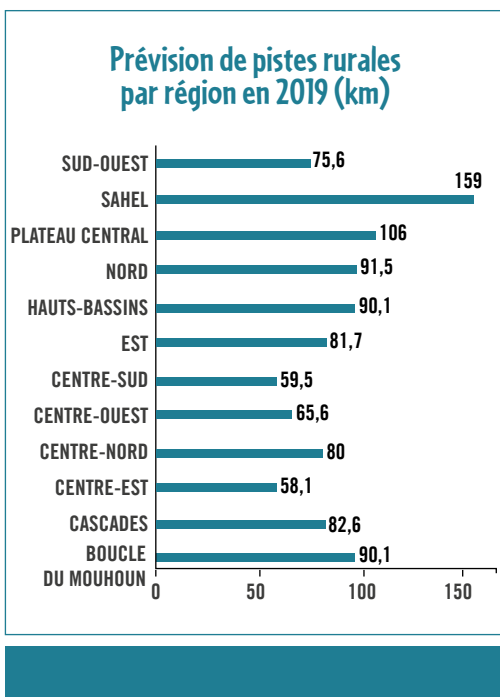


Tableau 40 : Réalisations physiques (longueur) de routes bitumées par région en 2017 et 2018

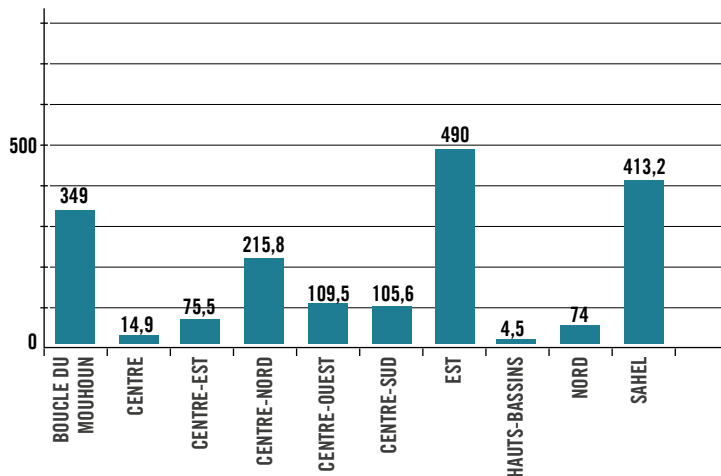
Régions	Réalizations 2017 (km)	2018	
		Prévisions (km)	Réalizations au 30 juin (km)
Boucle du Mouhoun	0,0	239,6	63,0
Centre-Est	128,0	62,0	62,0
Centre-Nord	8,0	16,0	16,0
Centre-Ouest	0,0	67,5	0,0
Centre-Sud	0,0	44,0	0,0
Est	0,0	221,0	0,0
Hauts-Bassins	0,0	4,5	0,0
Sud-Ouest	52,0	0,0	0,0
Total	188,0	654,6	141,0

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

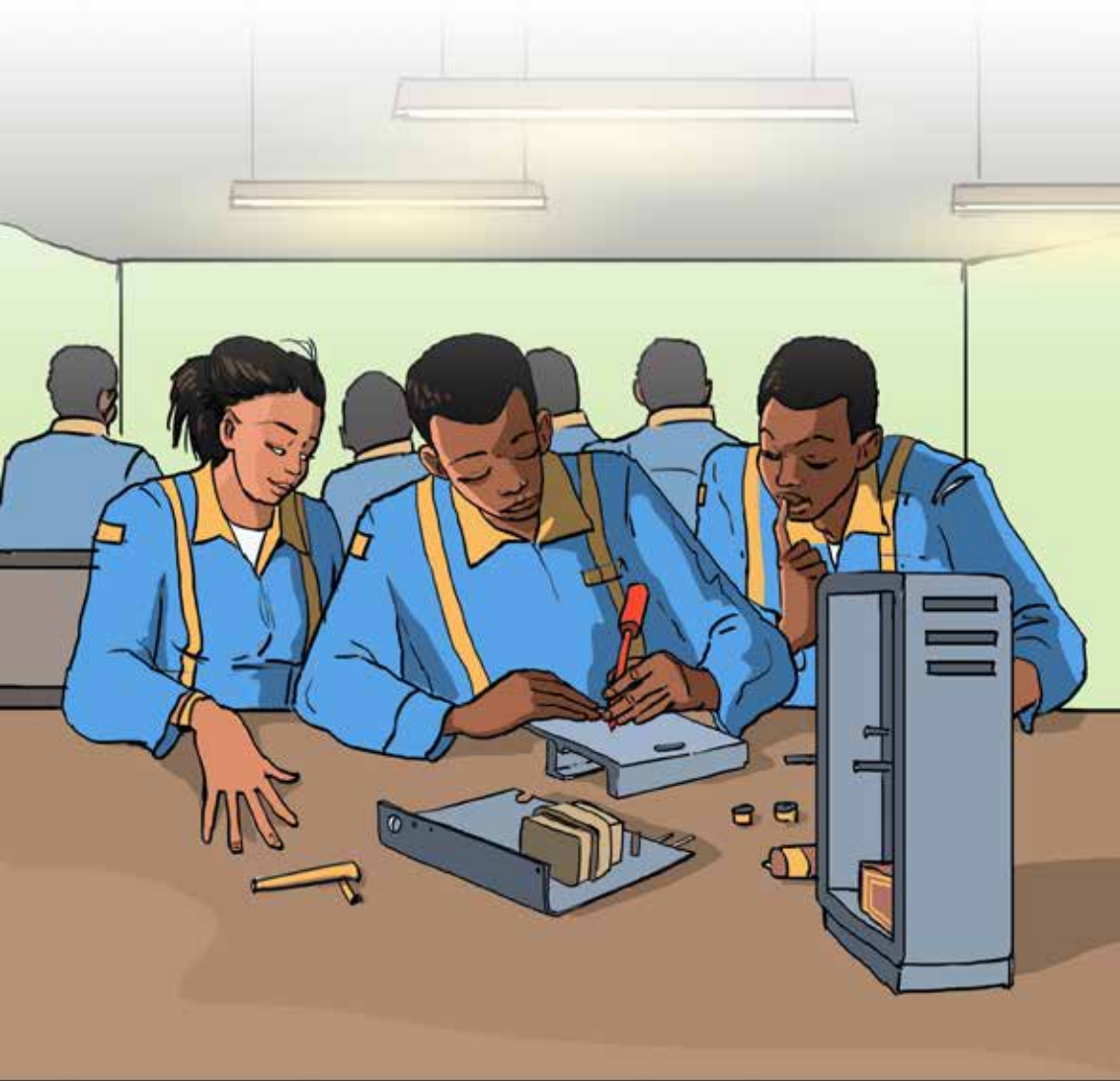
Tableau 41 : Prévisions de routes bitumées par région en 2019

Régions	Prévisions 2019	
	Longueur (km)	Cout total (FCFA)
Boucle du Mouhoun	341,6	111 020 000 000
Centre	14,9	4 842 500 000
Centre-Est	75,5	24 537 500 000
Centre-Nord	215,8	70 135 000 000
Centre-Ouest	109,5	35 587 500 000
Centre-Sud	105,6	34 320 000 000
Est	490,0	156 146 978 000
Hauts-Bassins	4,5	1 462 500 000
Nord	74,0	24 050 000 000
Sahel	413,2	134 290 000 000
Total	1 844,6	596 391 978 000

Prévision de routes bitumées par région en 2019 (km)



Emploi et formation professionnelle



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

Indicateurs

Tableau 42 : Evolution de quelques indicateurs clés

N°	indicateurs	Réalizations		Prévisions	
		2016	2017	2018	2019
1	Effectifs des apprenants formés	9 191	17 719	7 468	14 336
2	Nombre d'emplois décents créés (publics et privés)	38 828	45 148	50 000	50 000

Réalisation 2017 et 2018 (au 30 juin) et prévisions 2019

Tableau 43 : Nombre d'emplois créés par région en 2017 et 2018

Régions	Réalizations 2017	2018	
		Prévisions	Réalizations (30 juin)
Boucle du Mouhoun	544	ND	24
Cascades	184	ND	78
Centre	1 216	ND	296
Centre-Est	62	ND	23
Centre-Nord	146	ND	9
Centre-Ouest	177	ND	36
Centre-Sud	112	ND	41
Est	88	ND	29
Hauts-Bassins	363	ND	102
Nord	266	ND	43
Plateau Central	134	ND	38
Sahel	73	ND	1
Sud-Ouest	52	ND	15
Total	3 417	1 043	735

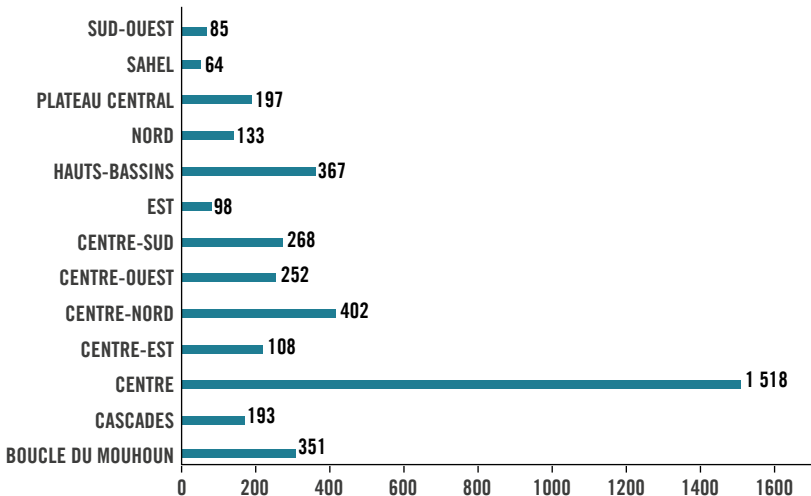
INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

04

Tableau 44 : Prévisions de création d'emplois par région en 2019

Régions	Réalisations 2019
Boucle du Mouhoun	351
Cascades	193
Centre	1 518
Centre Est	108
Centre Nord	402
Centre Ouest	252
Centre Sud	268
Est	98
Hauts Bassins	367
Nord	133
Plateau Central	194
Sahel	64
Sud-Ouest	85
Total	4 033

Nombre d'emplois à créer par région en 2019



Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

Tableau 45 : Nombre de jeunes formés par région en 2017 et 2018

Régions	Réalizations 2017	2018	
		Prévisions	Réalizations (30 juin)
Boucle du Mouhoun	71	ND	210
Cascades	60	ND	90
Centre	505	ND	180
Centre-Est	100	ND	120
Centre-Nord	181	ND	120
Centre-Ouest	114	ND	150
Centre-Sud	175	ND	120
Est	266	ND	150
Hauts-Bassins	267	ND	180
Nord	136	ND	210
Plateau Central	115	ND	120
Sahel	202	ND	150
Sud-Ouest	101	ND	150
Total	2 293	5 135	1 950



Pour l'année 2019, **trois mille six cent vingt (3 620)** jeunes seront formés selon une répartition qui sera faite dans l'ensemble des régions du pays.

INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2019

04

Tableau 46 : Effectifs des bénéficiaires de financement par région en 2017 et 2018

Régions	Réalizations 2017		2018		
	Effectifs	Financement (en milliers FCFA)	Prévisions	Réalizations (30 juin)	Financement (en milliers FCFA)
Boucle du Mouhoun	1 909	397 982,10	ND	966	195 832,50
Cascades	582	95 797,50	ND	811	130 908,80
Centre	4 851	1 224 887,40	ND	1 341	812 352,88
Centre Est	701	103 129,10	ND	541	70 241,90
Centre Nord	548	141 799,20	ND	419	53 373,94
Centre Ouest	1 051	231 118,10	ND	329	55 230,73
Centre Sud	725	77 567,70	ND	260	84 732,73
Est	758	128 452,50	ND	269	56 754,80
Hauts Bassins	2 209	295 323,00	ND	347	99 619,95
Nord	506	62 335,50	ND	215	68 015,90
Plateau Central	1 633	343 414,10	ND	192	36 408,25
Sahel	361	66 788,70	ND	134	79 445,70
Sud-Ouest	168	42 056,20	ND	84	18 325,00
Projet de formation d'envergure nationale	2 025	138 283,50	ND	-	-
Total	18 027	3 348 934,60	4 582	5 908	1 761 243,09



Pour l'année 2019, il est prévu le financement de **cinq mille (5 000)** jeunes pour un financement total de **deux milliards (2 000 000 000) FCFA**.

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

05

**MESURES D'ACCOMPAGNEMENT POUR UNE BONNE
EXECUTION DU BUDGET DE L'ANNEE 2019**

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

05 MESURES D'ACCOMPAGNEMENT POUR UNE BONNE EXECUTION DU BUDGET DE L'ANNEE 2019

Pour une bonne exécution du budget de l'Etat, exercice 2019, des mesures d'accompagnement ont été identifiées.

I. En matière de recettes

Il s'agira de poursuivre l'optimisation de la mobilisation des ressources propres dans l'optique d'une augmentation continue du niveau de couverture des dépenses du budget de l'Etat par ces ressources d'une part, et de l'élargissement des possibilités de financement des dépenses publiques d'autre part. Pour ce faire, les principales actions suivantes entreprises au niveau des régies de recettes seront poursuivies :

- l'informatisation de la chaîne du contrôle fiscal pour faciliter la sélection des dossiers selon l'analyse des risques ;
- l'application du nouveau Code général des impôts (CGI) et les nouvelles dispositions fiscales de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2019 ;
- le contrôle de l'utilisation effective de la facture normalisée par tous les contribuables ;

- le renforcement du dispositif de gestion et de suivi des régimes de faveurs douaniers ;
- le renforcement du champ des téléprocédures fiscales par la couverture progressive de plus d'impôts pour plus d'efficacité ;
- le renforcement du contrôle de la sortie effective des marchandises en transit international et de celles réexportées bénéficiant de régimes suspensifs.

En outre, il sera poursuivi la politique de recours aux financements alternatifs en appoint aux ressources internes à travers notamment :

- le recours au marché financier régional en vue du financement des investissements ;
- l'intensification du Partenariat Public-Privé (PPP) ;
- le développement de la coopération Sud-Sud.

II. En matière de dépenses

L'accent sera mis sur les actions de maîtrise de l'évolution des charges de personnel afin de les ramener, en pourcentage des recettes fiscales, au niveau de la norme communautaire de l'UEMOA (35% maximum) d'ici 2021. Il est à cet effet prévu :

- le recrutement de personnel en fonction des capacités d'accueil des structures de formation professionnelle et des postes vacants (besoins exprimés) ;
- le redéploiement des personnels des zones de forte concentration de travailleurs vers les zones où il y a déficit de personnel à l'effet de réduire sensiblement les besoins en effectif additionnel ;
- la poursuite de l'assainissement du fichier de paie, couplé à l'opération de recensement biométrique du personnel de l'Etat.

Par ailleurs, les actions de rationalisation des charges de fonctionnement de l'Administration se poursuivront avec :

- l'adoption et la mise en œuvre d'une politique d'optimisation du parc automobile de l'Etat ;
- la mise en œuvre effective de la comptabilité matière ;

- le suivi des consommations d'électricité, de téléphone et d'eau.

Dans l'optique de renforcer l'efficacité de la gestion budgétaire, seront menées et/ou poursuivies :

- l'anticipation du processus de passation des marchés et des actions tendant à concilier l'exécution physique et financière du budget notamment dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage déléguée ;
- la mise en fonction des responsables de programmes pour un meilleur pilotage de l'action publique ;
- la mise en place d'un mécanisme de suivi et de contrôle, au niveau régional, des réalisations physiques sur le budget de l'Etat et l'application effective des politiques de subventions et de gratuité au profit des populations.

CONCLUSION

Le budget de l'Etat reste avant tout une prévision. La réussite de sa mise en œuvre repose sur la mobilisation des ressources prévues aussi bien au niveau interne qu'externe. Cela requiert son appropriation par les citoyens à tous les niveaux de la société.

C'est dans le but de faciliter sa compréhension que le budget citoyen est élaboré dans un langage simplifié et accessible. Il fait l'objet d'une large campagne de communication sur l'étendue du territoire national.

Le budget citoyen est une invite à chaque citoyen au paiement du juste impôt et au contrôle citoyen en vue de la réalisation des projets et programmes de développement.

Le présent document est édité en français et traduit dans quatre langues nationales que sont le mooré, le dioula, le fulfuldé et le gulmancema.



ANNEXES

Tableau 47 : Evolution de l'encours de la dette publique sur la période 2017-2021

Rubrique	Réalizations			Projections		
	31/12/2017	31/10/2018	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021
Dette extérieure	1 743,0	1 852,6	1 903,3	2 659,8	2 878,4	3 115,0
Multilatérale	1 505,4	1 615,0	1 643,9	1 779,0	1 925,2	2 083,5
Bilatérale	237,6	237,5	259,5	880,8	953,2	1 031,6
Dette intérieure	1 024,2	1 181,0	1 178,9	1 167,9	1 178,8	1 217,4
Institutions Financières	60,2	44,7	40,7	22,2	12,5	3,5
Institutions non Financières	7,1	5,1	4,8	3,5	2,2	0,9
Marché Monétaire et Financier	956,9	1 131,3	1 133,5	1 142,2	1 164,1	1 213,0
Total Général	2 767,2	3 033,6	3 082,3	3 827,7	4 057,2	4 332,4
PIB nominal	7 178,4		8 025,5	8 780,0	9 371,2	10 152,5
Encours dette publique/PIB (%)	38,5		38,4	43,6	43,3	42,7

Tableau 48 : Principales étapes d'élaboration du budget de l'Etat

Phases	Activités	Acteurs	Calendrier
Cadrage budgétaire	Définition des priorités et des choix stratégiques budgétaires	DGEP/MINEFID	Janvier – Février
	Détermination des enveloppes globales (recettes et dépenses) et sectorielles (crédits budgétaires des ministères et institutions) à travers le cadrage budgétaire.	DGB/MINEFID	Mars-Avril
	Notification des enveloppes sectorielles aux ministères et aux institutions à travers la circulaire budgétaire.	DGB/MINEFID	Mai
	Elaboration des DPPD (avant-projets de budget) des ministères et des institutions.	Ministères sectoriels	Mai – Juin
Arbitrage	Examen technique des DPPD des ministères et des institutions.	DGB/MINEFID	Juin
	Arbitrage des DPPD des ministères et institutions par le Ministère en charge des Finances	MINEFID	Juillet
	Arbitrage de l'avant-projet de loi de finances en Conseil de ministres	Gouvernement	Septembre
	Adoption de l'avant-projet de loi de finances par le Gouvernement	Gouvernement	
Vote	Dépôt du projet de loi de finances à l'Assemblée Nationale	SG- Gouvernement	Septembre
	Examen par la Commission Finances et Budget de l'Assemblée Nationale et vote de la loi de finances par le Parlement	Parlement	Octobre- Décembre
Mise en execution	Promulgation de la loi de finances par le Président du Faso	Président du Faso	Décembre N- janvier N+1

Tableau 49 : Récapitulatif des ressources transférées aux Collectivités Territoriales en 2019
(base LFI)

Nature du transfert	Montant en FCFA
Ressources liées aux compétences transférées	39 229 334 000
Enseignement de base	30 263 630 000
Santé	6 284 150 000
Eau potable et assainissement	1 800 000 000
Jeunesse et emploi	100 000 000
Sports et loisirs	30 456 000
Culture et tourisme	19 627 000
MCIA	77 296 000
Action sociale et solidarité Nationale	95 000 000
Appui à la décentralisation	33 966 982 002
Dotations globales	6 674 000 000
Dotations aux régions	900 000 000
Dotations aux communes	5 774 000 000
Subvention (Taxe sur les produits pétroliers)	8 802 003 002
Rémunération des agents des IRA	159 049 000
Rémunération ex-agents des provinces	311 000 000
Droits de tirage FPDCT	6 000 000 000
HIMO	1 500 000 000
Appui décentralisation et investissement communautaire (PADIC) /Etat	7 763 214 000
Décentralisation et Participation Citoyenne (DEPAC)	1 382 716 000
Appui aux brigades vertes (Ouaga et Bobo)	1 000 000 000
Construction de sièges de mairies (Gourcy et Tougan)	300 000 000
Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS)/Etat	75 000 000
Structures d'appui à la décentralisation	2 258 716 000
Commission technique interministérielle (CTI)	108 000 000
Comité national de la coopération décentralisée (CONACOD)	20 000 000
Conseil national de la décentralisation (CONAD)	595 213 000

Comité national des finances locales (CONAFIL)	20 000 000
Association des municipalités du Burkina Faso (AMBF)	50 000 000
Association Conseils Régionaux Burkina Faso (ARBF)	50 000 000
Comité national de suivi-évaluation (CNSE)	7 000 000
Conférence Africaine Décentralisation et du Développement Local (CADDEL)	70 000 000
Etude réalisation SNAT/SRAT	450 000 000
Fonctionnement du FPDCT	788 503 000
Total des appuis financiers de l'Etat à la décentralisation	75 455 032 002
Budget total_LFI_ 2019	2 213 290 331 000
Montant à soustraire	662 874 649 000
Charges financières de la dette	100 000 000 000
Financement extérieur	294 987 884 000
Contrepartie aux financements extérieurs	41 201 782 000
Contrepartie aux nouveaux projets	7 872 860 000
Exonération marché + subvention hydrocarbures	150 254 662 000
Exonération fiscales et douanières	50 000 000 000
Surcoût sur investissements	1 000 000 000
PC-PCS	12 000 000 000
Dépenses en atténuation des recettes	500 500 000
Transferts en capital	5 056 961 000
Dénominateur	1 550 415 682 000
Part du budget transférée aux collectivités territoriales	4,87%

Tableau 50 : Calendrier de diffusion du budget citoyen 2019

Document à publier	Structure responsable de la diffusion	Date limite de publication (norme IBP)	Période de diffusion proposée pour le Burkina	Canal	Justification	Champ	Observation
Le budget citoyen	DGB	Au plus tard trois (03) mois après la promulgation de la LFI	Au plus tard trois (03) mois après la promulgation de la LFI	Radio	Partager l'information budgétaire avec un large public dans les langues locales (stations de radio locale, etc.)	OSC, Presse, Collectivités Territoriales,	La radio permet de toucher un plus grand public avec des moyens modestes (radio à pile, téléphone portable, etc.)
				Télévision	Partager l'information budgétaire avec un large public en mettant en évidence les images traduisant les ambitions affichées	OSC, Presse, Collectivités Territoriales,	En plus de renfermer certains avantages de la radio, la télé permet de toucher certains groupes (handicapés auditifs, etc.)
				Presse écrite	Partager l'information budgétaire à ceux qui ont un niveau minimum d'instruction	Administration, OSC, Presse, Collectivités Territoriales,	L'archivage des journaux permet de relire et de partager les informations avec plusieurs personnes.
				Plateforme web d'accès	Permettre l'accès facile aux données budgétaires à travers les visualisations interactives	Accessibilité à internet	Elle permet de donner des statistiques analytiques, graphiques.

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale



Situation géographique de la DGB

La Direction Générale du Budget est située dans l'enceinte du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement sise Avenue du 11 décembre face à la télévision nationale.



Numéro utile

**Secrétariat du Directeur
Général du Budget**

25 41 82 94



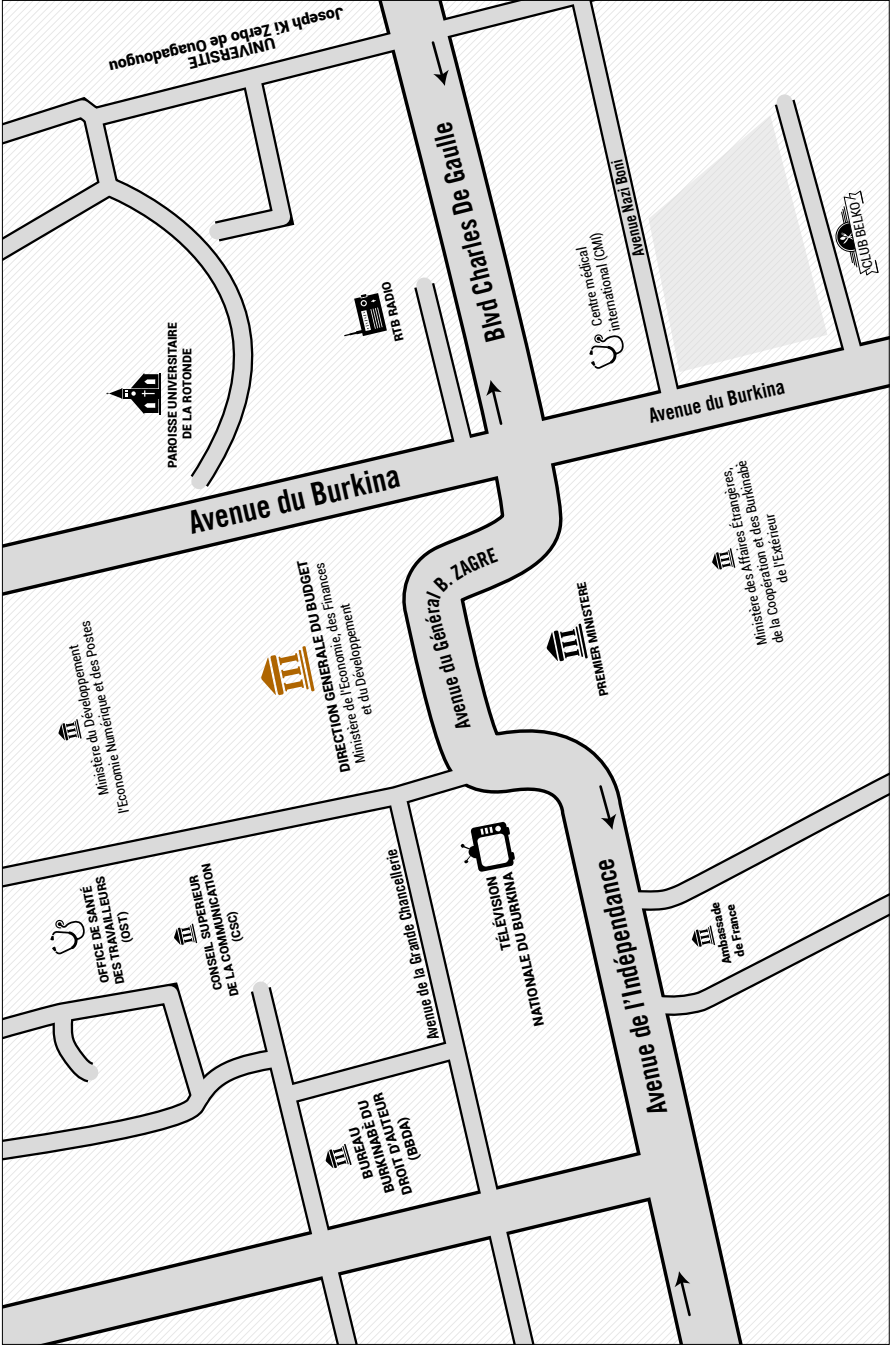
Site web

www.dgb.gov.bf



Courriel

dgb@finances.gov.bf



UNIVERSITÉ
Joseph Ki Zerbo de Ouagadougou

PAROISSE UNIVERSITAIRE
DE LA ROTONDE

RTB RADIO

Blvd Charles De Gaulle

Centre médical
international (CMI)

Avenue Nzié Boni

CLUB BELKOZ

Avenue du Burkina

Avenue du Burkina

Ministère du Développement
l'Economie Numérique et des Postes

DIRECTION GENERALE DU BUDGET
Ministère de l'Economie, des Finances
et du Développement

Avenue du Général B. ZAGRE

PREMIER MINISTRE

Ministère des Affaires Étrangères,
de la Coopération et des Burkina
de l'Extérieur

OFFICE DE SANTÉ
DES TRAVAILLEURS
(OST)

CONSEIL SUPERIEUR
DE LA COMMUNICATION
(CSC)

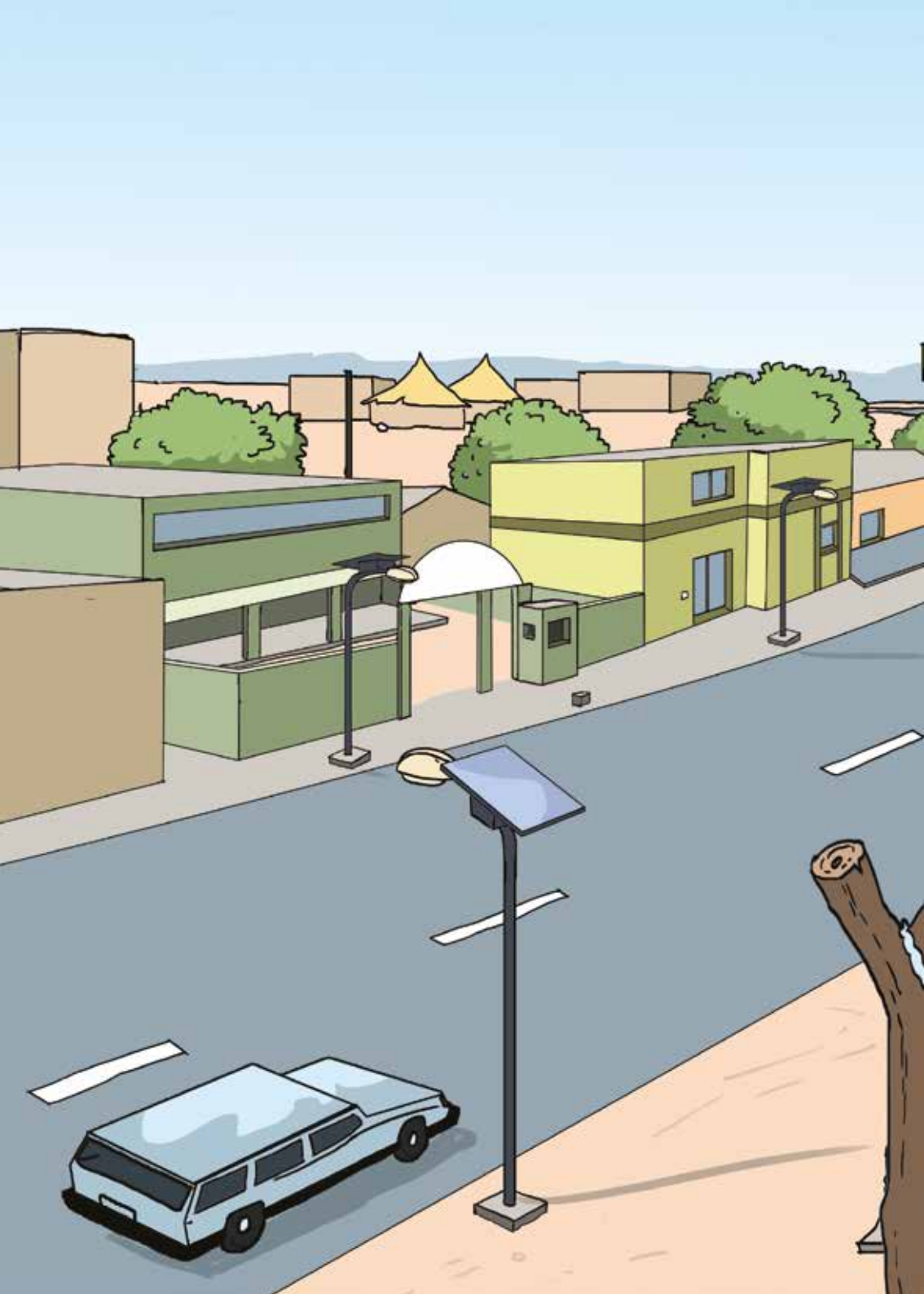
Avenue de la Grande Chantellerie

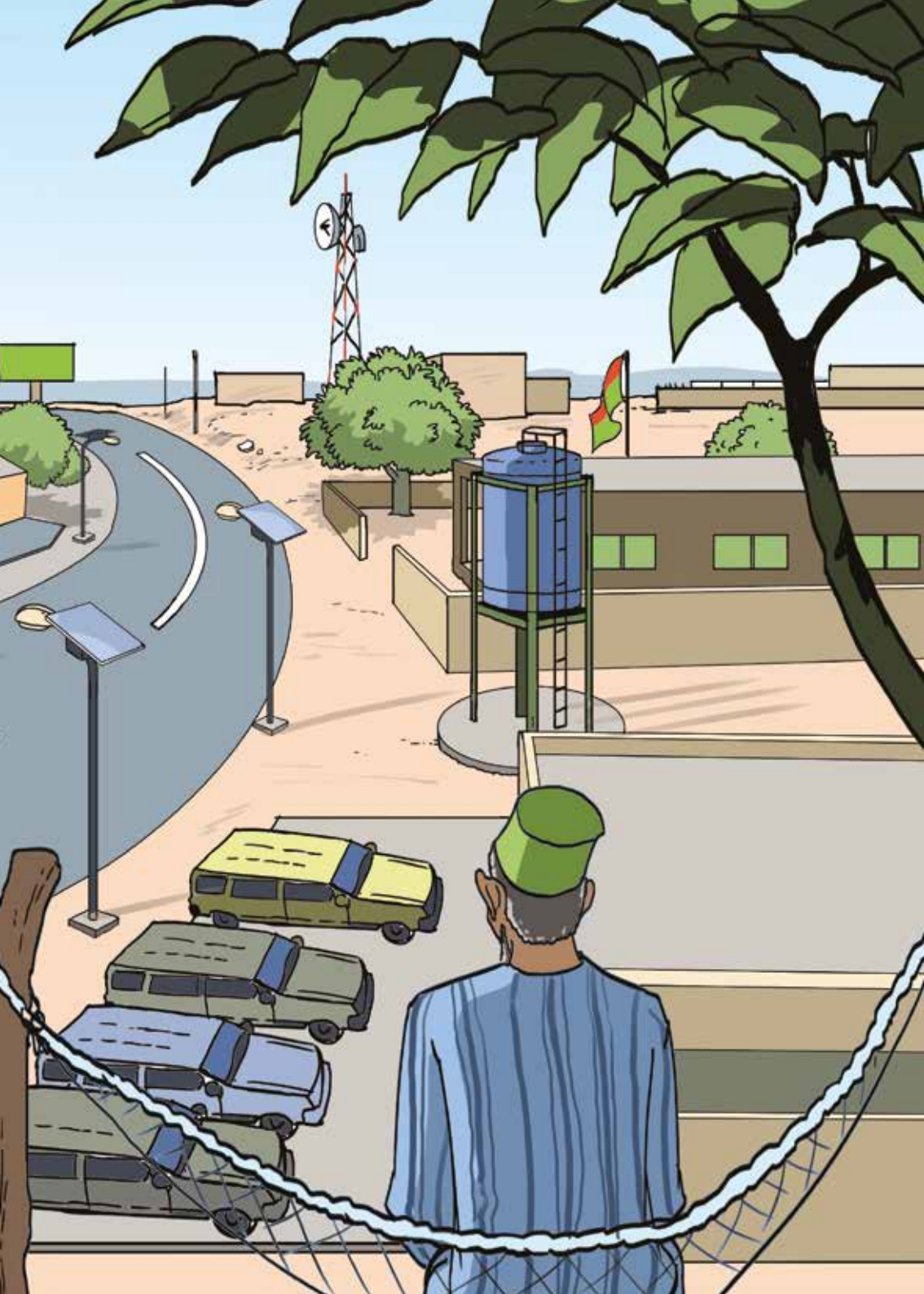
TÉLÉVISION
NATIONALE DU BURKINA

BUREAU DU
BURKINABE DU
DROIT D'AUTEUR
(BRDA)

Avenue de l'Indépendance

Ambassade
de France





©DIRECTION GENERALE DU BUDGET-2018

SUPERVISEURS

OUEDRAOGO Lassané
SOULAMA Vieux Abdoul Rachid

Equipe de rédaction

SANFO Arouna
KIENDREBEOGO Henri
BOUNDAOGO Madi
OUEDRAOGO Ousmane
SIA Yacoubou
BONKOUNGOU Inoussa
YELEMOU Alain Florent
SAVADOGO Mohamed
KABRE Fresnel Isaac
TIAO Koibiet
COULIBALY Daouda
KABORE K. Mariel
ZOURI Clément
BASSOLE Léon
OUOBA Boukari
SEMDE Dramane
DAPELGO Irené

Conception graphique

BONTOGHO K. Modeste

